

Nourrir l'Avenir

Edition spéciale TICAD IV

Espoir et opportunité grâce à l'agriculture

La quatrième Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD IV) se tiendra à Yokohama, près de Tokyo du 28 au 30 mai 2008 et aura pour thème « Vers une Afrique qui gagne : un continent de l'espoir et de l'opportunité ». Evènement quinquennal, la Conférence rassemble les dirigeants africains et les organismes de coopération internationale afin de mobiliser soutien et ressources en faveur du développement de l'Afrique.

Parmi les priorités de la Conférence figurent le commerce et les investissements, le développement d'infrastructures et l'agriculture – ainsi que la nécessité de renforcer la coopération entre l'Asie et l'Afrique.

Outre la TICAD, organisée en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et la Banque mondiale, le Japon accueillera le Sommet du G8 à Toyako (lac Toya) sur l'île d'Hokkaido en juillet – qui aura lui aussi d'importantes ramifications pour le développement africain.

Au Japon, les réformes de l'aide publique au développement (APD), conçues pour rationaliser l'apport d'APD par les autorités nippones se sont accélérées depuis 2006 suite à la création du Conseil de la coopération économique à l'étranger (CCEE), sous la présidence du Premier Ministre.

Au stade de la mise en oeuvre, l'établissement de la "nouvelle JICA", (Agence japonaise de coopération internationale) qui prendra sous son giron les opérations de prêts APD (actuellement administrées par la Banque japonaise de coopération internationale) et une partie du programme d'aide concessionnelle du Japon, donnera le jour, en octobre, à la plus grande agence bilatérale de développement au monde.

« Je suis ravi de voir que la TICAD mettra l'accent sur l'agriculture africaine », indique Yohei Sasakawa, Président de la Nippon Foundation, qui figure aux rangs des conférenciers. « Depuis plus de 20 ans, notre programme, Sasakawa-Global 2000, sous la houlette enthousiaste de Norman Borlaug, travaille avec les petits agriculteurs d'Afrique afin d'accroître et de diversifier les cultures vivrières et d'améliorer les moyens de

subsistance des populations rurales. Nous avons investi 180 millions de dollars US dans ce programme.

« Nous n'avons jamais manqué de souligner aux dirigeants et aux décideurs africains que, sans politique de soutien et de renforcement de l'agriculture, toute croissance économique durable sera impossible.

« Il est donc gratifiant de voir que des organisations comme la Banque mondiale placent désormais l'agriculture tout en haut de l'ordre du jour du développement et que de nouvelles initiatives, comme l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA), s'efforcent elles aussi de sortir des millions d'agriculteurs africains de la pauvreté.

En oeuvrant ensemble, nous pouvons prétendre atteindre ces objectifs cruciaux. Nous sommes convaincus que la TICAD peut contribuer à impulser ce processus. »



Numéro 24

Sommaire



La planète confrontée à la hausse des prix alimentaires – Norman Borlaug page 3



Les enfants d'un village converti au QPM au Nigéria page 7



Batteuse de tef – Pour une meilleure qualité page 8



L'eau d'un puits de forage au Mali page 14



La révolution verte en marche – Le riz au Nigéria

« Il est de plus en plus admis au sein des gouvernements et des donateurs que l'agriculture doit occuper une place prépondérante dans l'ordre du jour du développement, que ce soit pour assurer la croissance des pays où le secteur primaire est dominant ou pour réduire la pauvreté des zones rurales et répondre aux préoccupations environnementales à travers le monde. Les meilleures opportunités qui existent aujourd'hui et une volonté plus grande d'investir dans l'agriculture permettent d'envisager avec optimisme le cheminement des ordres du jour qui promeuvent l'agriculture au service du développement. »

Rapport sur le développement dans le monde 2008.

Une Révolution verte pour l'Afrique

« Nous souhaitons développer des solutions adaptées et élaborées localement qui s'appliquent à l'ensemble des réformes nécessaires pour assurer une augmentation notable de la productivité pour les petits exploitants en Afrique. Nos agriculteurs veulent de meilleures semences, de meilleurs sols et de meilleurs prix pour leurs produits. Ils veulent avoir accès à l'eau, aux marchés et au crédit. Ils veulent que soient mises en place des politiques nationales qui accélèrent la croissance économique rurale, l'investissement et la création d'emplois. »

Extrait du discours de Kofi Annan, lors du lancement de l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA) à la session du Forum économique mondial, au Cap en juin 2007.

« La Révolution verte pour l'Afrique identifie un scénario potentiel de croissance explosive dans les marchés intérieurs et sous-régionaux d'Afrique, doublé d'une souplesse et d'une réactivité accrues de la part des petits exploitants. Les gouvernements africains ont fait de l'agriculture une priorité absolue, et l'Union africaine a fait du Programme global de développement agricole pour l'Afrique (CAADP) sa stratégie. »

Déclaration d'Oslo sur la Révolution verte pour l'Afrique, septembre 2007.

« Bien que les défis à relever en Afrique soient colossaux, les éléments qui ont réussi en Amérique latine et en Asie réussiront aussi ici. Grâce aux systèmes plus efficaces d'ensemencement, de fourniture d'engrais et de commercialisation, des centaines de millions de petits exploitants agricoles africains peuvent faire de grands pas pour améliorer le bien-être nutritionnel et économique de leurs populations. »

Discours de Norman Borlaug à l'occasion de la remise de la Médaille d'Or du Congrès, la plus haute distinction civile américaine, par Nancy Pelosi, présidente de la Chambre des représentants et le Président George W. Bush, juillet 2007.

Nouveau jalon dans la lutte contre la dracunculose

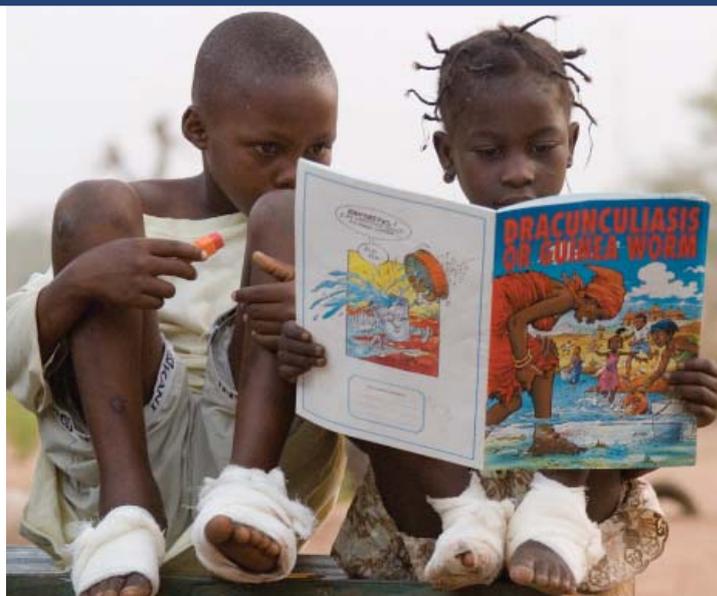
L'éradication d'une maladie qui nuit à la productivité des agriculteurs

La campagne mondiale pour l'éradication de la dracunculose, dirigée par le Carter Center, a célébré un important jalon de son histoire lorsque quatre nouveaux pays ont annoncé qu'ils avaient mis fin à la transmission de la maladie en 2007, ce qui ne laisse plus que cinq pays qui devront endiguer leurs derniers cas de la parasitose pour que l'on puisse prononcer son élimination totale à l'échelle planétaire. L'Éthiopie, la Côte d'Ivoire, le Burkina Faso et le Togo ont rejoint 11 autres pays et signalé l'élimination de l'infection parasitaire. Ces réussites couronnent une année triomphale pour la campagne internationale d'éradication puisque les experts signalent moins de 10 000 cas recensés – le nombre le plus bas jamais notifié en 22 ans de lutte.

La dracunculose est une maladie parasitaire qui nous vient des temps anciens et affligent les personnes qui vivent dans des communautés pauvres et reculées. Les gens la contractent en buvant de l'eau

contaminée par des larves infectieuses. Au bout d'un an, un ver d'un mètre de long émerge lentement du corps du malade en perforant la peau où il a formé une cloque extrêmement douloureuse. Les enfants qui souffrent de la maladie ne peuvent plus fréquenter l'école car eux aussi, comme les autres victimes, sont invalidés pendant environ deux mois une fois que le ver commence à sortir. Les communautés manquent de vivres lorsque les habitants ne peuvent plus travailler leurs champs.

La maladie était jadis un fléau qui affligeait des millions de personnes en Afrique et en Asie mais elle est aujourd'hui sur le point d'être éradiquée. Depuis 1986, la campagne mondiale d'éradication de la dracunculose a réduit de plus de 99 pour cent le nombre de cas recensés à travers le monde qui est passé d'un total estimé à 3,5 millions de victimes dans 20 pays à 9 838* cas signalés dans cinq pays en 2007 (*données provisoires). La dracunculose est bien partie pour devenir la deuxième maladie qui aura été éradiquée dans l'histoire humaine, mais cette fois sans médicament et sans vaccin.



Ver de Guinée : bien éduquer pour éradiquer

En association avec le Japon

Cette réussite n'aurait pas été possible sans les nombreux partenaires du Centre et le soutien de gouvernements étrangers. Depuis 1992, le gouvernement du Japon, l'Agence japonaise de la coopération internationale (JICA) et les ambassades nippones ont accordé des dons d'une valeur de plus de 20 millions de dollars au Programme mondial d'éradication

de la dracunculose, ce qui fait du Japon le plus gros donateur étranger du Carter Center dans le cadre de la campagne. « Les généreuses contributions du Japon ont permis au Centre d'accélérer ses efforts d'éradication de la dracunculose dans des pays comme le Soudan et le Ghana, les deux pays où la maladie connaît l'endémie la plus élevée, puisqu'ils comptent pour 96 pour cent des cas signalés en 2007, » précise le Carter Center.



Marco Quiñones se retire

Marco Quiñones a quitté la SAA après 22 années de bons et loyaux services, dont les six dernières au poste de directeur général du programme. « Dès le départ, Marco a été un bâtisseur clé de notre programme, a précisé le président de la SAA, Norman Borlaug, en introduisant de nouvelles technologies de culture et par le lancement de nouveaux projets nationaux. »

Marco Quiñones a rejoint le projet Global 2000 au Soudan en 1986 comme ingénieur agronome en chef. Il a amorcé des travaux de démonstration sur le blé dans la zone irriguée de Gezira, ce qui a permis de quadrupler la production en 1992. Fin 1988, il prenait la tête du tout

Une médaille d'or destinée à marquer les cérémonies du Millénaire en Éthiopie avait été spécialement décernée à Marco Quiñones (à gauche) par le Premier Ministre Meles Zenawi en février dernier. Le Premier Ministre avait alors rendu hommage à sa « contribution remarquable au développement agricole de l'Éthiopie pendant plus de 15 ans ».

nouveau projet SG 2000 en Tanzanie, lequel allait bientôt concerner sept régions du pays. En 1993, il a été posté en Éthiopie pour y monter le projet SG 2000. C'est ainsi que les agriculteurs éthiopiens ont remporté de superbes succès en termes de production alimentaire : leur production de céréales et de légumineuses a plus que doublé au cours des 15 dernières années.

En 2001, il a été nommé Directeur régional pour l'Afrique, et en 2007, Directeur général de la SAA. Tout au long de cette période, il s'est particulièrement attaché à promouvoir l'adoption et la dissémination de techniques d'irrigation à petite échelle dans les zones en butte à la sécheresse.

M. Quiñones a siégé au sein du Comité technique du Sommet africain sur les engrais qui s'est tenu à Abuja, au Nigéria, en juin 2006. Il est également membre du Conseil d'administration de la Fondation Yara, qui décerne le Prix Yara pour récompenser les contributions d'une qualité exceptionnelle à la Révolution verte de l'Afrique.

M. Quiñones est rentré au Mexique, son pays d'origine. Il exploite une ferme irriguée dans la vallée du fleuve Yaqui, près de Ciudad Obregon, dans l'Etat de Sonora. Il a bien l'intention de continuer de s'intéresser à l'agriculture internationale, notamment le développement des ressources en eau et les technologies de conservation du 21^e siècle. Il se réjouit aussi de passer plus de temps avec sa famille — son épouse Cristina, sa fille Claudia et son gendre Roberto, sans oublier son petit-fils, Roberto Jr.

Denrées chères, engrais chers

Les technologies de la Révolution verte ont permis de tripler la moisson mondiale de produits alimentaires au cours des 40 dernières années, en abaissant progressivement le coût des denrées. Or, il est fort probable que cette tendance soit révolue. Le monde entre dans une période de hausse des prix alimentaires. En milieu urbain, dans certains pays d'Afrique, cela se traduit même par des émeutes. Le problème ne tient pas à un manque de denrées mais à des prix élevés. Pourtant la demande en céréales – pilier de notre alimentation – va probablement dépasser l'offre pendant les dix prochaines années au moins, sinon plus, affirme Norman Borlaug.

La demande en céréales augmente car la démographie mondiale continue de croître de 75 millions de personnes par an. La hausse des revenus, notamment en Chine et en Inde, débouche également sur un désir croissant de viande et, par conséquent, sur une plus forte demande en céréales destinées à l'alimentation animale. Enfin, la demande en biocarburants s'approprie un gros volume de céréales. Rien qu'aux Etats-Unis, 85 millions de tonnes – soit le tiers de la récolte de maïs – sont désormais transformées en éthanol. De ce fait, les prix du maïs, du blé et du riz sur les marchés internationaux sont à leur plus haut niveau en un demi-siècle.

Face à une demande sans précédent, les disponibilités mondiales de céréales s'amenuisent. Ainsi, la récolte australienne de blé a été sapée par de graves sécheresses plusieurs années de suite et nombre d'experts du climat prédisent un accroissement des épisodes de sécheresse en Afrique et ailleurs. Les mises en garde liées au changement climatique sont sinistres. Les maladies végétales engendrent aussi une autre menace. De nouvelles souches de rouille noire issues d'Afrique sont capables de balayer la plupart des variétés commerciales de blé et pourraient engendrer des pertes céréalières gigantesques si les variétés vulnérables ne sont pas remplacées par de nouvelles variétés résistantes. La hausse des coûts énergétiques, la pénurie de minéraux comme le phosphate pour la fabrication d'engrais, et l'essor rapide de la demande en engrais pour les cultures destinées à la production de biocarburants, ont entraîné une flambée des prix qui font désormais le triple de leur niveau d'il y a trois ans.

La hausse des prix des céréales sur les marchés internationaux donne aux producteurs africains de fortes incitations pour accroître leur production de cultures vivrières afin de remplacer les importations par la production locale et, peut-être même, devenir des producteurs de biocarburant. Toutefois, les moissons africaines ne pourront augmenter que si les rendements augmentent ou si de nouvelles terres sont mises en valeur. L'Afrique offre de bonnes perspectives dans les deux cas ; toutefois, l'ampleur du besoin de financement requis pour transformer l'agriculture africaine soulève un défi titanesque.

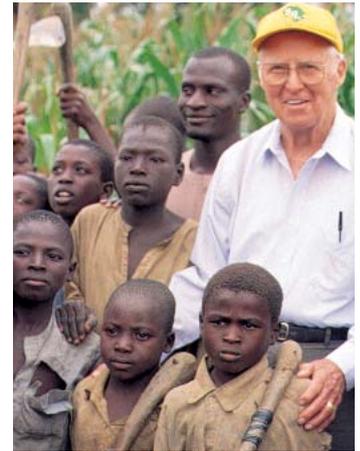
La nécessité d'un Fonds d'affectation spéciale

En juin 1996, le Sommet africain sur les engrais a plaidé pour un accroissement du taux d'application d'engrais - de 12 kg/ha à 50 kg/ha sur les terres arables – d'ici 2020. Compte tenu des prix actuels, l'Afrique n'a pas la moindre chance d'atteindre cette cible sans une intervention en masse des gouvernements afin d'abaisser les coûts. Les pays du G8 devraient financer un Fonds spécial de compensation pour les engrais afin d'accorder des subventions à court terme à tout le continent africain, jusqu'à ce que les cours mondiaux retrouvent leur niveau tendanciel historique.

Les institutions financières régionales et internationales doivent aussi financer la Facilité africaine pour le financement des engrais afin de procurer les devises requises pour permettre les importations d'engrais et pour développer la capacité africaine d'extraction et de transformation de minerais destinés à la fabrication d'engrais.

Les gouvernements africains devraient accorder une priorité absolue à l'amélioration de l'efficacité d'approvisionnement et d'application des engrais en Afrique, car c'est bien la meilleure façon de juguler les prix pour les maintenir à des niveaux accessibles aux consommateurs. La majeure partie des engrais requis en Afrique devront être importés au cours des dix prochaines années, et bien souvent à destination de pays enclavés. Par conséquent, il faut des chaînes d'approvisionnement en engrais efficaces, capables d'éliminer les coûts superflus.

Il convient également de donner la priorité au renforcement des capacités des organisations de recherche, pour qu'elles développent des pratiques de gestion intégrée de la fertilité des sols adaptées aux écosystèmes agricoles complexes et aux systèmes cultureux qui caractérisent l'Afrique. Enfin, des efforts importants doivent être déployés pour renforcer les capacités de vulgarisation agricole de l'Afrique afin de former les petits exploitants pour leur apprendre à tirer le maximum de bénéfices de chaque



Norman E. Borlaug,
Président de la SAA

kilo d'engrais qu'ils utilisent pour nourrir leurs cultures.

Un besoin de développement des infrastructures

Une forte proportion des terres agricoles encore inexploitées à l'échelle planétaire se trouve en Afrique. Une partie de ces terres convient à l'agriculture de plantation – pour les graminées et autres cultures propres à la fabrication de combustibles liquides, mais qui ne font pas concurrence aux cultures destinées à nourrir la population. La mise en valeur de ces vastes superficies reculées tout en veillant à ce que les terres agricoles actuelles soient dotées d'une infrastructure de marché performante pour réduire les coûts des produits alimentaires nécessitera des politiques cohérentes et sensées de même que des investissements majeurs en termes d'infrastructures routières, électriques et autres liées à la mise au marché. Il est crucial que ces investissements soient réalisés pour garantir l'avenir de la sécurité alimentaire de l'Afrique certes, mais aussi du monde.

A propos de Sasakawa-Global 2000

Les projets agricoles de Sasakawa-Global 2000 sont cogérés par deux organisations : l'Association Sasakawa pour l'Afrique (SAA) et le programme Global 2000 du Carter Center à Atlanta. La SAA, sous la présidence de Norman E. Borlaug, assume la gestion des programmes régionaux et des projets SG 2000 en Afrique. Par l'intermédiaire du programme Global 2000 du Carter Center, l'ancien président des Etats-Unis Jimmy Carter et ses conseillers recommandent aux dirigeants nationaux les politiques à adopter à l'appui des objectifs du programme. Les projets SG 2000 et les programmes régionaux de la SAA sont financés par la Nippon Foundation du Japon, dont le président du conseil d'administration est Yohei Sasakawa, et le président, Takeju Ogata.

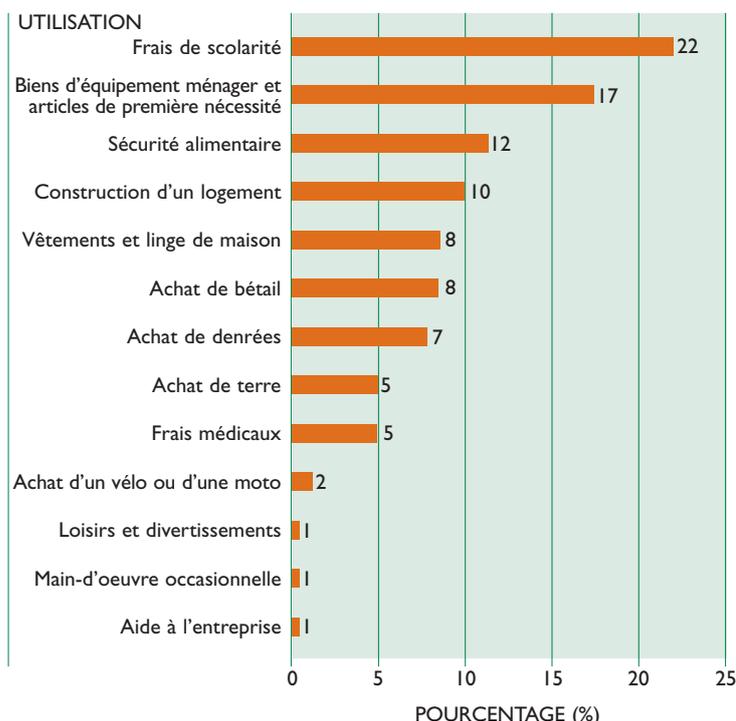
Programme régional du riz

L'une des principales raisons à l'origine de la création du Programme régional du riz (PRR) de la SAA en 2005 était de satisfaire la demande croissante de riz, dont l'importation revenait de plus en plus chère pour les pays d'Afrique et dont l'achat pesait de plus en plus lourd dans le budget des consommateurs africains, qui ont pour la plupart un revenu inférieur à 2 dollars US par jour. Cette situation ne va pas en s'améliorant. Au cours des derniers mois, les prix du riz ont explosé à leur niveau le plus élevé en 20 ans, dernier symptôme d'une inflation mondiale des produits alimentaires. De fait, les principaux fournisseurs de riz, y compris le Vietnam, l'Inde et l'Égypte, brident désormais les exportations pour tenter de garantir les approvisionnements de leur marché intérieur et de juguler les prix. Mais ceci n'aide pas les pays d'Afrique sub-saharienne qui ne produisent pas suffisamment de riz pour être autosuffisants.



Riz local de qualité transformé à Kano, dans le nord-ouest du Nigéria

Utilisation des bénéfices découlant de la riziculture, d'après une étude auprès de producteurs dans six districts de l'Ouganda



« Le riz importé est généralement acheté par l'élite et non par les pauvres et les groupes défavorisés de la société », explique Tareke Berhe, Directeur du Programme régional du riz de la SAA (PRR). « Mais même le riz produit localement est coûteux aux yeux du grand public. Dans la plupart des cas, il fait le double du prix des autres denrées de base. »

Il souligne également que le prix fait du riz une denrée intéressante à produire pour les petits exploitants – il s'agit d'une opportunité qu'un nombre croissant de producteurs commencent à exploiter dans les pays où la SAA concentre ses efforts, l'Éthiopie, le Mali, le Nigeria et l'Ouganda.

« Compte tenu du fait que la productivité du riz à l'hectare est supérieure à celle des autres céréales, à l'exception du maïs, les petits exploitants ont tout avantage à cultiver et à vendre du riz. Pour eux, c'est une source de revenu intéressante », explique-t-il.

Il souligne également que « ce n'est pas seulement la productivité qui compte à nos yeux, c'est aussi la qualité. En collaboration avec nos nombreux partenaires, nous travaillons d'arrache-pied pour encourager la production d'un riz de qualité, aux attributs comparables au riz importé en termes de qualité et de compétitivité. »

M. Berhe précise que les pays cibles de la SAA « ont encore bien des efforts à faire » pour parvenir à satisfaire la demande locale. Le Nigéria importe plus de 1,2 million de tonnes de riz, l'Ouganda plus de 67 000 tonnes et le Mali plus de 60 000 tonnes. Au Nigéria et au Mali, il y a des siècles que le riz est une denrée de base, alors qu'en Éthiopie et en Ouganda, il a fait une apparition récente mais il s'est rapidement imposé comme culture vivrière et comme culture de rapport.

Essor du riz en Éthiopie

L'un des pays cibles où le riz reçoit une attention toute particulière est l'Éthiopie. Le pays n'a pas de tradition de production rizicole mais la superficie sous riz est passée de 6 000 hectares en 2005 à 18 000 ha en 2006, pour grimper à 50 000 en 2007 et elle est bien placée pour atteindre au moins 100 000 ha en 2008. Hormis quelques ONG et des agences de développement

impliquées dans la promotion du riz auprès des communautés agricoles, le gouvernement éthiopien a pris une série de mesures en 2007 pour mettre la culture tout en haut de l'ordre du jour de son développement agricole. Parmi ces mesures figuraient la création d'un Comité national pour la promotion du riz, la tenue d'un Atelier national sur le riz et l'inclusion du riz parmi les cultures propices à la sécurité alimentaire nationale pour le nouveau millénaire. SG 2000 a été reconnu pour sa contribution au développement agricole de la région d'Oromia, tout particulièrement en raison de sa promotion du riz.

En Éthiopie, le riz est la céréale alimentaire la plus onéreuse, à l'exception du tef, mais le revenu que les agriculteurs tirent de la culture « garantit non seulement leur sécurité alimentaire mais fait aussi en sorte qu'ils aient un peu d'argent supplémentaire pour couvrir d'autres besoins », explique M. Berhe.

L'accent sur la qualité

Au Nigéria, l'accent est mis sur l'amélioration de la qualité du riz, tout au long de la production et jusqu'à la mise au marché et la vente au consommateur.

« Ceci s'effectue par une formation et un renforcement des capacités de toutes les parties prenantes, à commencer par les producteurs, sans oublier les négociants et les transformateurs », précise M. Berhe. « Cette approche porte ses fruits. La qualité du produit augmente progressivement dans les quatre pays privilégiés par le programme, et notamment au Nigéria. »

La production, la transformation et le conditionnement affichent tous des signes prometteurs de progrès, tandis que la demande des consommateurs pour du riz transformé de qualité encourage les investissements dans des usines de transformation privées.

Ces changements positifs au Nigéria sont le fruit d'efforts assidus dans la mise à l'essai et la production de variétés génétiquement améliorées, de l'utilisation de semences de qualité fiables et améliorées – et de la formation des producteurs, du personnel de vulgarisation et des transformateurs.

En 2007, SG 2000 a formé plus de 210 vulgarisateurs et agriculteurs à la



Des stagiaires visitent une rizerie privée à Kano

qualité des semences et du grain ; 365 à la manutention d'engins post-récolte ; et 350 autres à l'utilisation du riz dans l'alimentation. Quelque 1 000 tonnes de semences améliorées ont été distribuées, des journées champêtres ont été organisées pour plus de 1 000 agriculteurs et huit variétés améliorées ont été évaluées et mises au marché avec le soutien de SG 2000.

Toujours en 2007, la SAA a signé un mémorandum d'accord avec l'IRRI (Institut international de recherche sur le riz) pour formaliser une collaboration plus étroite en vue de promouvoir le riz en Afrique. Un résultat concret de ce nouveau partenariat a été le recrutement de Negussie Zenna, un associé post-doctorant d'IRRI, qui travaille sur l'évaluation d'un germoplasme de riz tolérant aux basses températures en Ethiopie. L'IRRI a également fourni au PRR 130 lignées à tester pour leur tolérance au froid à une altitude comprise entre 1 800 et 2 400 mètres au-dessus du niveau de la mer. En outre, six variétés tolérantes aux basses températures ont été importées en Ethiopie depuis Madagascar et 30 variétés prometteuses de riz de bas-fonds NERICA (Nouveau riz pour l'Afrique) ont été expédiées au nord du Nigéria.

Le renforcement du partenariat avec des institutions et des agences de développement nationales et internationales reste l'un des piliers du programme. En 2007, la SAA et

l'ADRAO (Centre du riz pour l'Afrique) ont organisé des missions conjointes d'évaluation des projets NERICA au Nigéria et en Ouganda. Aux côtés de l'ADRAO et de l'IRRI, d'autres collaborateurs importants en Ethiopie et en Ouganda sont l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) et l'Ambassade du Japon, qui ont travaillé avec la SAA sur plusieurs projets et initiatives dans différents domaines, notamment l'appui de la recherche et la vulgarisation des travaux sur le riz, la multiplication rapide des semences de riz, l'organisation et le parrainage

d'ateliers sur le riz, le renforcement des capacités humaines – avec la formation de chercheurs et de techniciens spécialisés dans la riziculture en Ethiopie et dans la sous-région – ainsi que les techniques post-récolte et de transformation du riz.

En ce qui concerne la diffusion des informations sur le riz, le PRR, en association avec l'Unité post-récolte du Centre du riz pour l'Afrique, a distribué des vidéos sur l'état des semences de riz qu'il a fait traduire dans quatre langues locales de l'Ouganda, en amharique en Ethiopie et en bambara au Mali.

Appui aux politiques générales

En Ouganda, le bureau du vice-président, Gilbert Bukenya, continue d'offrir un appui politique et une orientation pour la promotion de la culture du riz en guise de stratégie d'intervention pour la réduction de la pauvreté. Les Services nationaux de consultation agricole (NAADS), la JICA, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et un certain nombre d'ONG figurent parmi les principaux partenaires impliqués dans la promotion du secteur rizicole.

A l'heure actuelle, cinq semenciers privés, FICA, NASECO, East African Seed Ltd, la société Victoria Seeds et Harvest Farm Seeds, commercialisent des semences certifiées NERICA. Jusqu'ici, neuf rizeries privées de

taille moyenne ont été créées en divers points, avec des installations de nettoyage, de calibrage et d'épierrage évaluées à plus de 8 millions de dollars US. Toutefois, la majeure partie du riz est encore transformée par de petites rizeries privées à capitaux chinois ou indiens, disséminées dans l'ensemble du pays.

En outre, des confiseries à base de riz se vulgarisent dans les supermarchés ougandais. Ces produits comprennent des marques de farines de riz ou des mélanges à base de riz et d'ingrédients comme du soja et du millet.

Une étude menée par la JICA et SG 2000 en mars 2006, dans six districts de recherche, a révélé que 22 pour cent des 1 463 agriculteurs cultivant du riz pluvial de plateau NERICA utilisaient le produit de leurs ventes de riz pour payer les frais de scolarité, fournitures et autres matériels pédagogiques de base. Dix-sept pour cent se servaient de leurs recettes pour s'acheter des biens d'équipement ménager et 12 pour cent consacraient leurs bénéfices à renforcer la sécurité alimentaire du ménage. Parmi les autres utilisations citées figuraient des améliorations du logement, l'achat de vêtements et de linge de maison, l'achat de denrées ou encore l'augmentation des activités rémunératrices hors exploitation.

« C'est un autre signe révélateur des avantages offerts par la culture du riz, affirme M. Berhe, et les producteurs locaux n'y sont pas insensibles. »

Prix du riz en US\$/100 kg

Pays	Ville	Riz local		Importé	
		Marché local	Supermarché	Marché local	Supermarché
Ethiopie	Addis Ababa	55 - 60	70	60	86 - 370
Mali	Bamako	66	-	58 - 83	107- 411
Nigéria	Kano	88	-	95 -142	78 - 130
Ouganda	Kampala	78 - 84	84 -168	78	198 -323

Prix des autres céréales de base en US\$/100 kg

Pays	Ville	Culture		
		Maïs	Sorghum	P. mil*
Ethiopie	Addis Ababa	25	43	55/42**
Mali	Bamako	35	44	45
Nigéria	Kano	74	66	74
Ouganda	Kampala	30-36	27-33	42-48

* Petit mil (Mali & Nigéria) ; tef (Ethiopie) ; éleusine (Ouganda)

** Tef blanc/tef rouge

Programme régional QPM/Semences

Pour appuyer la démonstration de la supériorité nutritive manifeste du maïs à forte teneur en protéines (QPM) par rapport au maïs ordinaire, il faut développer des “filiales de semences” fonctionnelles afin de multiplier et de distribuer les variétés de QPM à pollinisation libre et d’hybrides de QPM, qui s’apprêtent à quitter les laboratoires de recherche pour gagner les champs des producteurs.

« Nous constatons des signes prometteurs qui montrent que, tout au moins dans les pays où SG 2000 concentre ses efforts, les trois composantes principales d’un programme semencier – semences de pré-base (BS), semences de base (FS) et semences certifiées/commerciales (CS) – sont actuellement renforcées, notamment en termes de production », explique Wayne Haag, Directeur du Programme QPM/Semences à la SAA. W. Haag constate toutefois qu’aucun de ces pays – Nigéria, Ethiopie, Mali et Ouganda – ne dispose des techniques et des installations de stockage appropriées pour protéger la longévité des semences pré-base et de base. « C’est là une carence stratégique qu’il convient de résoudre de toute urgence », souligne-t-il.

Wayne Haag espère aussi que l’analyse de la qualité protéique sera révolutionnée par l’adoption dans les laboratoires QPM du nouveau protocole à l’acide glyoxylique mis au point par le CIMMYT. « L’acide glyoxylique est une poudre sèche facilement transportable et ne nécessite que des quantités modestes. Il remplacera le type spécial d’acide

acétique glacial, requis dans l’ancien protocole, qui est extrêmement difficile à transporter et qu’il était donc impossible de faire venir directement du CIMMYT au Mexique. C’était presque devenu notre talon d’Achille », ajoute-t-il. Sept laboratoires dans six pays ont été ciblés pour l’adoption du nouveau protocole.

La participation d’un nombre accru de partenaires régionaux et internationaux devrait dynamiser l’élan en faveur de l’adoption du QPM en 2008. Un projet majeur, qui deviendra opérationnel cette année, est dirigé par le FARA (Forum pour la recherche agricole en Afrique) par l’intermédiaire de son programme de « Diffusion des nouvelles technologies agricoles en Afrique » (DONATA) financé par la Banque africaine de développement. Ce programme a été mis au point par Zubeda Mduruma, coordinatrice de l’ECAMAW (Réseau pour la recherche sur le maïs et le blé en Afrique de l’est et du centre) d’ASARECA (Association pour le renforcement de la recherche agricole en Afrique de l’est et du centre).

Le projet entend accroître le revenu des ménages, la sécurité alimentaire et la nutrition en appuyant la production de semences et de céréales QPM ainsi que l’utilisation de denrées à base de QPM dans les programmes de cantine scolaire et l’alimentation animale. Il couvrira huit pays : la République démocratique du Congo, la Tanzanie, le Kenya, l’Ouganda, l’Ethiopie, le Soudan, le Burundi et le Rwanda.

Un second projet impliquant Zubeda Mduruma et l’ASARECA, financé par l’Union européenne, cible quant à lui le Kenya, la Tanzanie et l’Ouganda. Godfrey Asea, directeur du Programme national pour le maïs en Ouganda, est un important collaborateur du projet, qui met en oeuvre une approche par chaîne de valeur ajoutée, à commencer par la fourniture d’intrants et jusqu’à l’utilisation, en passant par la production, les étapes post-récolte, la commercialisation et la transformation.

Une nouvelle collaboration sur le projet QPM devrait voir le jour avec le Conseil pour la recherche et le développement agricoles en Afrique de l’ouest et du centre, réseau de 21 unités nationales de recherche agricole (NARS), géré par Ernest Asiedu, partenaire de longue date de SG 2000.

Entre-temps, Wayne Haag compte sur l’approbation d’une prorogation de deux ans du projet de développement du QPM du CIMMYT, financée par l’agence canadienne de coopération ACIDI. Ce projet vient renforcer la promotion, la production et l’utilisation du QPM en Ethiopie, au Kenya, en Ouganda et en Tanzanie, sous la coordination de Dennis Friesen, représentant du CIMMYT en Ethiopie.

Des efforts de dissémination

W. Haag espère que ces efforts de partenariat tout comme d’autres permettront « de faire sortir du système un nombre bien supérieur d’hybrides de QPM et de QPM à pollinisation libre à des fins de commercialisation et d’adoption. » Il attire l’attention sur le succès de la distribution de l’Obatanpa, la variété de QPM pionnière en Afrique. Il donne aussi l’exemple du Nigéria où « le QPM Sammaz-14 se substitue rapidement au maïs ordinaire dans beaucoup de régions productrices de maïs, par tradition ou plus

récemment. Un groupe de travail sur le QPM a été créé dans neuf Etats du Nigéria, la formation d’une unité nationale étant prévue pour 2008. » Il existe 13 villages convertis au QPM, où les groupements de femmes s’emploient à démontrer la supériorité nutritive du QPM – et ce nombre devrait passer à 20 cette année.

En Ethiopie, la production de la variété hybride de QPM BHQP-542 par l’Ethiopian Seed Enterprise était de l’ordre de 260 tonnes l’an dernier, avec des ventes de 130 tonnes – mais cette variété est sensible à la rouille et elle est donc impropre à la culture dans certaines régions du pays. En Tanzanie, la première variété de QPM à pollinisation libre Lishe-K-1 est désormais en cours de production dans neuf unités de production et de commercialisation semencières privées. Les deux variétés hybrides, Lishe-H-1 et Lishe-H-2, sont toujours en production. Au Ghana, les ventes durant la campagne principale et la campagne secondaire 2007 ont atteint 2 200 tonnes d’Obatanpa et 150 tonnes de la variété hybride de QPM, Mamaba.

Le Ghana, avec le concours de SG 2000 Mali, a fourni des semences de base de la variété Obatanpa à la Guinée, au Burkina Faso et au Sénégal en 2007, ce qui a donné le coup d’envoi à la production de semences de QPM dans ces trois pays. SG 2000 Mali a également assuré la fourniture de 200 tonnes de semences locales QPM de la variété Denbenyumen au Sénégal.

Au Mali, les ventes estimatives de semences certifiées ont été faibles, de l’ordre de 200 tonnes seulement, mais la production devrait dépasser 500 tonnes en 2007.

En Ouganda, où les ventes de semences certifiées ont atteint 1 530 tonnes en 2007, les activités du programme QPM se sont concentrées sur 16 districts. Parmi celles-ci figurent des démonstrations de QPM assistées par bon (VAD), qui aident les agriculteurs et les ménages pauvres à adopter cette technologie, à améliorer leur sécurité alimentaire et leur nutrition et à accroître leur revenu.

Le secteur agroindustriel

« Le développement de groupements d’agriculteurs (FBO) comme les associations de centres multiservices (OSCA) en Ouganda, les Niet@Kenes au Mali et les villages



Isaka Mashauri, gérant et propriétaire de Taseed (à gauche), en compagnie de son assistante, livre de la farine de maïs QPM à un orphelinat catholique durant la Foire agricole de Nane-Nane à Morogoro, en Tanzanie



Les enfants arborent fièrement des épis de maïs QPM au village de démonstration des variétés QPM de Layin Taki, au Nigéria

convertis au QPM au Nigéria, offrent d'excellents exemples du cadre social et institutionnel requis pour appuyer la production, le stockage et la transformation – tout au long de la filière ». explique Wayne Haag. « Une importante société agroindustrielle en Ethiopie du nom de Seka Food Enterprises procède au test de QPM dans ses produits alimentaires à base de maïs et envisage de cultiver la variété BHQP-542 sur 200 hectares au cours de 2008. Si le volume de QPM requis augmente considérablement, la société a l'intention de passer des accords contractuels avec des associations de producteurs pour garantir ses approvisionnements en maïs QPM. »

Associations semencières

Wayne Haag souligne que « des associations dynamiques de négociants en semences jouent un rôle crucial pour le développement et la viabilité du secteur semencier ». Il cite l'exemple de l'USTA (Association ougandaise de négociants en semences) qui « a désormais une assise solide et qui bénéficie d'un appui considérable de l'industrie semencière. Des organisations comme l'USTA sont essentielles pour garantir le contrôle de la qualité à tous les niveaux. L'USTA, grâce à son équipe d'inspecteurs totalement indépendants des semenciers,

travaille en étroite collaboration avec des sociétés privées et elle rend compte aux Institutions nationales de certification. Le système que l'on voit naître en Ouganda pourrait servir de modèle à d'autres pays. »

Wayne Haag estime qu'il y a des opportunités sans cesse croissantes pour la naissance et l'essor de semenciers privés. SG 2000, aux côtés de plusieurs partenaires, est activement impliqué dans cet effort primordial. Au Malawi, par exemple, deux nouveaux semenciers – Reweza Farms et Iroga Seeds – assurent actuellement la production et la commercialisation de la variété QPM à pollinisation libre Sussuma, qui a maintenant été officiellement immatriculée et mise au marché. SG 2000 s'apprête à leur fournir 2000 kg de semences de base Sussuma, produites par USEBA/IIAM, l'unité de production de semences de base du Mozambique.

Au Mali, une nouvelle société du nom de Société Semencière du Mali (SOSEM) a commencé la production à grande échelle de semences QPM en 2007. SG 2000 Mali et le Programme QPM/Semences de SG 2000 se sont procuré 5 tonnes de semences de base Obatanpa auprès du Ghana et ont fait appel aux services d'un spécialiste ghanéen en semences pour former le personnel de la SOSEM.

SG 2000 Mali a épaulé le démarrage d'une nouvelle société malienne –

Faso Kaba – qui entend commercialiser 74 tonnes de semences de maïs, dont la variété Denbenyuman, ainsi que des semences de plusieurs autres récoltes au cours de la prochaine campagne 2008. Durant 2007, Faso-Kaba a également été accréditée au programme AGRA/PASS dont elle a commencé à recevoir le soutien.

De l'autre côté du continent, en Ethiopie, le semencier Gadissa Gobena produit 600 tonnes de semences de maïs depuis ses exploitations de Bako et Ambo, et par l'entremise de producteurs sous contrat.

Amélioration des variétés QPM

L'an dernier, des tests ont été réalisés pour la variété hybride de maïs jaune QPM en Ethiopie (CML-161 x CML-165), dont la mise au marché était prévue pour 2008. Les essais ont suggéré des rendements de l'ordre de 6 à 9,5 tonnes par hectare. Au Ghana, deux nouvelles variétés de QPM jaune à pollinisation libre ont été mises au marché après plusieurs années de travail en vue de convertir l'Obatanpa en maïs jaune – Golden Jubilee et Aziga. Une nouvelle variété hybride, Etuba, proche de la variété Mamaba, a également été mise au marché, tout comme une variété de maïs blanc QPM ultra précoce à pollinisation libre, baptisée Akposoe,

en hommage au sélectionneur de maïs en retraite de l'Institut de recherche sur les cultures (CRI) et ancien membre du personnel de SG 2000.

En 2007, la Tanzanie et l'Ouganda ont commercialisé leurs premières variétés hybrides de QPM. En Ethiopie, une variété précoce de QPM corné à pollinisation libre appelée Pool-15 a été lancée tandis que le Mozambique mettait sur le marché une variété hybride du nom de QS-7707. Le Mali et le Nigéria ont procédé à des essais intensifs sur plusieurs variétés hybrides. Des sélections avancées devraient être faites d'ici peu.

« CIMMYT-Kenya a poursuivi des travaux poussés sur la variété Pool-15, afin d'accroître sa tolérance à la sécheresse et à d'autres stress, ainsi que le développement de 630 lignées consanguines, » précise Wayne Haag. « Au Zimbabwe, le CIMMYT a achevé son programme d'essai sur six variétés hybrides de QPM qui sont prêtes à l'emploi par le NARS et par des organismes privés. »

En abordant les principaux obstacles au progrès, M. Haag est revenu sur les problèmes de stockage et sur le manque de chambres froides fiables, encore exacerbé par des pannes de courant endémiques dans nombre de pays africains. Il est convaincu qu'une technologie de « stockage à température ambiante » pourrait offrir une solution et souligne que la technologie a été examinée par le CRI du Ghana, en association avec GTZ et par le CIAT de Colombie pour le stockage à température ambiante de matériel génétique de haricot. D'ailleurs, elle est désormais utilisée par l'organisation ougandaise de recherche agricole dans le cadre de son programme sur le haricot.

« La technologie est basée sur le séchage des semences jusqu'à ce qu'elles atteignent de très faibles niveaux d'humidité avant de placer les semences ultra sèches dans des conteneurs qui empêchent toute réabsorption de l'humidité. La fermeture sous vide empêche également la prolifération d'insectes. Séchés et conditionnés de cette façon, les semences et le matériel génétique peuvent être stockés en toute sécurité à température ambiante. »

Wayne Haag remarque qu'il existe encore un certain nombre d'options à explorer, toutefois il a bien l'intention « de travailler d'arrache-pied tout au long de l'année pour tirer pleinement partie de cette technologie ».

Programme agroindustriel

Le Programme agroindustriel de la SAA a été lancé en 1994, en consultation avec l'Institut international d'agriculture tropicale (IITA), dans le but de mettre au point et de populariser des outils perfectionnés et des engins agricoles pour la moisson des récoltes et la filière agroalimentaire.

A l'origine, l'un des objectifs du programme était de réduire la pénibilité traditionnellement associée à ces activités, ce qui devait avant tout bénéficier aux femmes puisqu'elles assurent l'essentiel de la moisson, de la transformation et de la commercialisation des cultures vivrières en Afrique. Depuis lors, le programme a changé en réponse à l'évolution des besoins des producteurs ruraux. A l'heure actuelle, il appuie des innovations dans les domaines suivants :

- développement des technologies agroindustrielles ;
- formation aux techniques agroindustrielles ;
- coordination des chaînes de valorisation des produits alimentaires ;
- promotion des prestataires de service privés ;
- développement d'entreprises agroindustrielles en milieu rural ;
- formation d'agents de développement à l'expansion des marchés agricoles ;

Toutes ces activités visent à associer les producteurs ruraux plus étroitement au marché, à la fois par le biais de systèmes publics de vulgarisation agricole et par le développement d'agro-entreprises privées en milieu rural. Le

programme travaille par l'entremise de systèmes nationaux de vulgarisation agricole pour fournir un soutien technique aux petits exploitants en les aidant à devenir plus compétitifs sur le marché.

« La réussite de ces efforts dépend du soutien de nombreuses autres parties prenantes », affirme Toshiro Mado, Directeur du Programme agroindustriel. « Nous sommes constamment à l'affût de nouvelles possibilités de collaboration avec des partenaires nouveaux ou existants. »

Croissance urbaine

Ces dernières années, l'Afrique sub-saharienne connaît un essor démographique rapide, notamment dans les zones urbaines et le pouvoir d'achat des consommateurs urbains augmente. Pourtant les producteurs agricoles ruraux n'ont pas de moyens suffisants pour approvisionner les marchés urbains alors qu'un volume substantiel de produits est importé pour satisfaire la demande des consommateurs des métropoles.

« Ce chaînon manquant pourrait être la clé d'un développement meilleur et plus durable », insiste M. Mado. « Le principal défi consiste désormais à faire en sorte que les marchés soient compatibles avec les agriculteurs pauvres en ressources, leur permettent d'augmenter leurs



Rizerie itinérante en plein travail en Ouganda – elle contribue à l'amélioration de la qualité du riz blanchi pour un meilleur accès au marché

moyens de subsistance en exploitant de manière plus efficace les débouchés offerts par une économie plus large. A l'heure actuelle, l'isolement relatif des marchés agricoles ruraux constitue une contrainte majeure qui limite l'accès des producteurs à des marchés plus vastes (nationaux et régionaux) en Afrique sub-saharienne. »

Toshiro Mado est convaincu qu'une approche par valeur ajoutée (VCA) – selon laquelle les produits transitent par une chaîne d'activités, depuis le stockage, la transformation, la vente en gros et la commercialisation au détail en acquérant plus de valeur à chaque étape de la filière – permettra de stimuler la concurrence et d'accroître la demande en produits agricoles sur de plus grands marchés.

« Un rôle décisif nous incombe, précise M. Mado, il nous appartient de fournir aux agriculteurs ruraux et autres parties prenantes l'appui technique dont ils ont besoin pour être compétitifs, de façon à ce que leurs produits et services puissent gagner les marchés cibles et y trouver leur place. »

M. Mado constate également que le développement des institutions rurales est une étape cruciale pour valoriser la capacité d'innovation des communautés rurales. Différents types d'institutionnalisation rurale ont été mis en oeuvre dans les quatre pays où la SAA concentre ses efforts et, même si chaque programme-pays adopte une approche différente, tous ont les mêmes composantes. En

gros, l'institutionnalisation rurale dans les pays phares est conçue pour suivre les deux principes fondamentaux que sont l'orientation vers le marché et la valorisation des produits agricoles – et le rôle du Programme agroindustriel consiste à appuyer ces objectifs.

Innovation mobile

L'innovation peut aussi revêtir des formes variées aux différents stades de la chaîne de valeur. A titre d'exemple, prenons la nouvelle rizerie itinérante testée et cogérée par l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) et le bureau ougandais de SG 2000. En Ouganda, le nombre de prestataires de services de préparation du riz n'a augmenté que modestement alors que la production rizicole a connu une expansion considérable. Un certain nombre de régions productrices de riz n'ont pas accès à des services d'usinage du riz et cela tend à dissuader les producteurs d'accroître leur production.

En vertu du projet NERICA, une rizerie a été installée sur un camion afin d'offrir un service mobile aux riziculteurs. Ceci a permis au service d'usinage de riz de couvrir une superficie beaucoup plus vaste et des informations concernant les technologies d'usinage du riz ont été diffusées à un plus grand nombre d'utilisateurs potentiels. La procédure d'essai a également testé deux formes d'innovation : la



M. Adebabay, un agriculteur éthiopien, avec l'une de ses quatre batteuses mobiles : « la qualité de notre tef s'est nettement améliorée. »

viabilité économique de services itinérants de décorticage du riz et le rôle du secteur privé dans la diffusion d'informations agricoles.

Un résultat important de ce projet a été que les négociants ont acheté du riz blanchi directement auprès des producteurs à l'issue de sa transformation, démontrant ainsi aux cultivateurs non seulement l'impact d'une activité porteuse de valeur ajoutée mais aussi le potentiel économique du riz. De surcroît, il est devenu manifeste que plusieurs hommes d'affaires privés étaient prêts à se lancer et à monter un service itinérant de décorticage du riz.

Un autre exemple d'approche par valeur ajoutée est illustré par la Lume Adama Farmers Co-operative Union (LMFCU) en Ethiopie. La LMFCU a vu le jour en 1997. A l'époque, elle comptait 3 975 membres ; en 2008, ce nombre est passé à 20 000. Un profil de la LMFCU datant de 2007 remarque que l'association « a été la première coopérative à capitaux privés gérée démocratiquement et professionnellement à fonctionner suivant les principes d'une économie de marché libre en Ethiopie ».

La coopérative a récemment ajouté l'agroindustrie à sa gamme de services et elle a commencé à faire du pain à partir de blé produit par les agriculteurs membres. Elle a bénéficié d'une subvention de l'Ambassade du Japon en Ethiopie pour construire un centre agroindustriel. « Ce projet entend valoriser les produits de nos membres par leur transformation afin d'augmenter leur accès au marché », explique le directeur de la coopérative. Les femmes membres de la coopérative se sont aussi lancées dans des activités de transformation complémentaires ; elles transforment et conditionnent les piments et elles broient du blé, de l'orge et du tef pour en faire de la farine qu'elles ensachent, prête à la vente. Chaque paquet est doté d'une étiquette qui en indique le prix, et

surtout, le nom du producteur, une tactique inédite de commercialisation qui contribuera au maintien de la qualité du produit.

Innovation rurale

Par tradition, en Ethiopie, le battage du tef est assuré par des boeufs. Toutefois, en raison du fait que la saison du battage et du labour coïncident, les petits exploitants ont bien du mal à trouver suffisamment de bêtes disponibles pour battre le produit de leur récolte avant qu'il ne soit trop tard. En outre, il y a souvent du sable et de la poussière qui viennent contaminer le tef car les animaux battent le grain avec leurs sabots. En 2000, le Programme agroindustriel de la SAA a introduit des batteuses mobiles mécaniques auprès des producteurs de Shashemini en Ethiopie. Un certain nombre d'agriculteurs, qui disposaient d'un peu d'épargne ou pouvaient vendre du bétail pour générer des fonds, ont acheté ces batteuses, ce qui leur a permis non seulement de les utiliser pour leur propre récolte mais aussi de devenir des « prestataires de services agroindustriels » pour les agriculteurs voisins. Chaque batteuse dessert plus de 100 cultivateurs et ceux qui ont pu les acheter ont récupéré leur mise de fonds en une seule campagne.

« Grâce aux nouvelles machines, les prestataires privés de service de battage ont amélioré la qualité du grain dans la localité et les agriculteurs ont amélioré leur accès au marché », s'exclame M. Mado.

« Auparavant, à Shashemini, le tef était jugé de piètre qualité parce qu'il était contaminé par du sable durant son battage », explique M. Adebabay, un cultivateur local. « Mais grâce à l'introduction de batteuses mécaniques, la qualité de notre tef s'est nettement améliorée et désormais il est accepté par les négociants et les consommateurs – et puis, il se vend à un prix supérieur. »

Institutionnalisation rurale dans les pays phares

Programmes-Pays	Institutionnalisation rurale
SG2000, Ethiopie	Coopératives agricoles, Union de centres agroindustriels
SG2000, Mali	Niet@Kene
SG2000, Nigéria	Villages QPM/NERICA
SG2000, Ouganda	Associations de centres multiservices (OSCA)

La réussite de Tusa Desta

On dit souvent que les agriculteurs des zones rurales n'aiment pas prendre de risques et rechignent à adopter les nouvelles technologies. En réalité, les producteurs ruraux ne demandent qu'à améliorer leurs méthodes. Tusa Desta vit en Ethiopie. Il a une ferme où il cultive un champ de 1,5 hectare de pommes de terre. Il y a deux ans, il a acheté une batteuse. Cet achat l'a aidé à accroître son revenu ; il a donc décidé d'acheter une ramasseuse-presse et un tricycle. Finalement, il a pu faire l'acquisition d'un entrepôt à pommes de terre de semence.

Tusa Desta a maintenant adopté de nouvelles technologies de stockage des semences et il est en passe de devenir un producteur de variétés améliorées de pommes de terre de semence résistantes au mildiou. Il vend ces nouvelles variétés aux cultivateurs voisins dont les cultures ont souffert de la maladie.

L'histoire de Tusa Desta est un parfait exemple de développement d'une entreprise rurale par le biais des technologies agroindustrielles. « Les vulgarisateurs ont un rôle primordial à jouer dans ce domaine ; ils doivent encourager l'innovation et diffuser les technologies », soutient Toshiro Mado.



Stockage des pommes de terre de semence. Tusa Desta, à droite, son épouse, et Solomon Tadesse, vulgarisateur



Produits alimentaires pré-emballés dans un magasin de la LMFCU en Ethiopie

2 292 vulgarisateurs en milieu de carrière bénéficient actuellement du Fonds Sasakawa pour l'Afrique de formation à la vulgarisation (SAFE), soit une augmentation de près de 50 pour cent par rapport au chiffre de 2006, mais les effectifs devraient afficher une nouvelle hausse cette année avec l'admission à l'Université Bayero de Kano, au Nigéria, d'un premier contingent d'une trentaine d'étudiants SAFE. Ceci portera donc à 13 le nombre d'institutions partenaires dans neuf pays.



Des étudiants du programme SAFE visitent les laboratoires d'essais sur hybrides à Sanankoroba, au Mali.

« Tous les programmes SAFE en cours font des progrès réguliers », remarque Deola Naibakelao, Directeur du programme SAFE. « La collaboration avec nos principales parties prenantes, notamment les ministères de l'Agriculture, s'est sensiblement améliorée. Tous apprécient la valeur d'un programme qui propose des qualifications et des débouchés à des postes à responsabilité dans le domaine de la vulgarisation agricole. »

Le nombre d'étudiants admis à l'Institut polytechnique de formation et de recherche appliquée (IPR/IFRA) à Katibougou (Mali) ne cesse d'augmenter chaque année, principalement du fait que les agents officiels des différents secteurs – agriculture, développement rural et environnement – ont maintenant une meilleure appréciation du programme qu'ils comprennent mieux, de sorte qu'ils y envoient leur personnel sans la moindre hésitation. La deuxième promotion de 23 étudiants a fini son diplôme en

décembre 2007. L'IPR/IFRA continue de soutenir le Programme au collège de Samanko en fournissant la plupart des professeurs ainsi qu'un soutien académique.

Le partenariat entre le ministère de l'Agriculture et l'IPR/IFRA se renforce et le ministère a contribué de façon substantielle au développement du programme. L'IPR/IFRA a également resserré sa collaboration avec SG 2000 Mali, les deux organismes ayant planifié et monté ensemble plusieurs activités au cours de 2007. Une collaboration intéressante prend également corps entre l'IPR/IFRA et le CECI (Centre d'études et de coopération internationale du Canada) : C'est ainsi qu'un bénévole canadien spécialisé dans l'audiovisuel a formé des professeurs à la réalisation de supports de formation pour le programme SAFE à Katibougou.

En 2007, en Ethiopie, l'université d'Haramaya a vu le neuvième groupe de 30 étudiants décrocher leur diplôme, y compris trois avec

Statistiques du programme SAFE, janvier 2008

Licence et diplôme pour vulgarisateurs en milieu de carrière	Diplômés	Inscrits	Total
UCC, Ghana (Licence)	246	81	327
KAC, Ghana (Dip.)	231	112	343
Haramaya, Ethiopie (Licence)	245	98	343
Hawassa, Ethiopie (Licence)	-	48	48
Makerere, Ouganda (Licence)	152	32	184
Sokoine, Tanzanie (Licence)	290	210	500
IPR/IFRA, Mali (Maîtrise)	38	55	93
Samanko, Mali (Dip.)	-	50	50
Ahmadu Bello, Nigéria (Licence)	16	61	77
Abomey-Calavi, Bénin (Licence)	9	150	159
Bobo-Dioulasso, Burkina Faso (Licence)	7	17	24
Bunda, Malawi (Licence)	-	39	39
Total partiel	1 234	953	2 187

Bourses d'études	Diplômés	Inscrits	Total
Diplôme	3	3	6
Licence	26	6	32
Maîtrise	56	5	61
Doctorat	3	3	6
Total partiel	88	17	105
TOTAL	1 322	970	2 292

« mention très bien » et treize avec « mention bien ». Le major de promotion s'est vu décerner une distinction spéciale par l'université pour la qualité de ses résultats. Une enquête sur le devenir des diplômés SAFE est actuellement en cours en Ethiopie et les conclusions préliminaires ont révélé que la plupart d'entre eux travaillent pour le gouvernement dans des capacités diverses ; certains occupent des fonctions politiques et des postes d'encadrement pivots où ils jouissent d'un pouvoir décisionnel considérable ; un diplômé est aujourd'hui membre du parlement éthiopien et vice-président du Comité parlementaire permanent sur le secteur du développement rural. Quelques diplômés ont rejoint des ONG et des agences de développement dans le pays.

Jeunes diplômées

Un atelier a été organisé afin d'évaluer l'impact que les femmes diplômées ont eu sur l'université d'Haramaya. Vingt-neuf diplômées

ont assisté à l'atelier d'évaluation qui a révélé qu'elles avaient exercé un impact positif à de nombreux niveaux et dans divers secteurs, y compris l'agriculture, l'élaboration de politique et la vie de famille. Il est clair que le programme a transformé la vie des diplômées, en leur donnant des compétences aiguisées, un savoir faire et une assurance qu'elles ont, par la suite, transformés en atouts pour obtenir une promotion, un meilleur salaire ou une mutation d'un poste local à un poste fédéral.

L'université d'Hawassa en Ethiopie a organisé un atelier d'une journée pour les professeurs qui enseignent le programme de milieu de carrière ; l'atelier s'est concentré sur les méthodes et techniques interactives qui peuvent rehausser la qualité de l'enseignement et de l'apprentissage pour adultes. Un autre atelier SEP de deux jours (Stages supervisés en entreprise) a également été organisé à l'intention des étudiants, du corps enseignant et des représentants du ministère de l'Agriculture et de

SG 2000. Là, chacun des membres d'un premier groupe de 21 étudiants a présenté sa proposition de stage en entreprise. Les participants étaient convaincus que le programme SAFE avait introduit une nouvelle façon d'enseigner et d'apprendre et que les SEP constituent une excellente approche à la recherche-action. Ils ont recommandé que cette approche soit élargie à d'autres programmes universitaires.

Un autre atelier relationnel couronné de succès s'est tenu entre le Collège agricole de Bunda et le ministère de l'Agriculture du Malawi. L'atelier a examiné comment renforcer le programme à Bunda, en formulant des suggestions comme l'élargissement de l'accès au programme à tous les services du ministère de l'Agriculture et non pas au seul service de vulgarisation. Des stratégies de valorisation de la participation du ministère dans la supervision sur le terrain des projets étudiants ont également été discutées et finalisées. Le ministère a demandé l'aide du Collège de Bunda afin d'élaborer un programme diplômant pour le personnel de terrain ayant déjà atteint un niveau de formation équivalent au certificat. Deux membres de Bunda et un du ministère de l'Agriculture ont rendu visite à l'Université de Cape Coast (UCC) et au Collège agricole de Kwadaso (KAC) au Ghana pour en rendre compte plus sur les programmes

de ces établissements.

Malheureusement, le lancement du nouveau programme à l'université de Makerere en Ouganda a été retardé ; toutefois, un Village de la technologie a été officiellement inauguré en 2007 par une cérémonie lors de laquelle ont été exposés divers engins agricoles. Le Village de la technologie a servi de point focal au partage d'expériences avec les délégués de la rencontre des Chefs de gouvernement du Commonwealth organisée à Kampala en novembre 2007.

Le British Council a fait don de 100 000 livres Sterling au Département d'éducation et de vulgarisation agricoles (DAEE) afin de concevoir des supports pédagogiques destinés au nouveau programme de l'université de Makerere. La conception et la rédaction de modules avancent bien avec le soutien technique de l'Institut des ressources naturelles de l'Université de Greenwich au Royaume-Uni.

Un impact positif

Les programmes SAFE de l'université de Cape Coast (UCC) et du collège agricole de Kwadaso (KAC) au Ghana continuent de faire des progrès remarquables bien que le soutien direct accordé par le programme SAFE ait pris fin en 2002 dans le premier cas et en 2004



L'étudiant en maîtrise Alemayehu Shishigu (à gauche) et le professeur Zebedayo Mvena de l'université de Sokoine, en Tanzanie (à droite) s'entretiennent de recherches sur le terrain en Ethiopie tandis qu'un paysan utilise des méthodes traditionnelles de battage du tef. M. Shishigu travaille avec le service de vulgarisation du ministère de l'Agriculture et du Développement rural

Associations d'anciens élèves

Le Comité exécutif de l'Association des anciens élèves du programme SAFE au Ghana a tenu une série de consultations informelles en 2007 avec les chefs des Départements de vulgarisation agricole de cinq grandes universités publiques, pour voir comment transformer et élargir l'Association d'anciens élèves en une Association professionnelle de vulgarisateurs agricoles au Ghana. Une séance de réflexion formelle s'est tenue en mars 2008 pour concevoir des stratégies en vue de concrétiser cette idée.

L'Association des anciens élèves du programme SAFE au Nigéria, y compris des diplômés d'ABU et de l'UCC ont tenu plusieurs réunions organisationnelles en 2007 en vue de mettre en place une structure pérenne pour l'association. Ils envisagent d'organiser leur premier congrès de l'Association des anciens élèves à la mi-2008.

Les diplômés du programme SAFE au Mali se sont fédérés en un groupe d'anciens élèves. Ils ont collaboré avec le groupe des anciens élèves SAFE du Burkina Faso pour produire le premier numéro d'un bulletin des anciens élèves du programme.

dans le second. Le programme SAFE de l'UCC est financé à partir des recettes générées par le centre Sasakawa et par d'autres fonds générés en interne. Dans son compte rendu préparé pour le Rapport académique 2006/2007, à l'occasion de la 38e cérémonie de remise des diplômes de l'UCC, le recteur Emmanuel Adow Obeng a rendu hommage au programme SAFE, notamment les impacts positifs qu'ont les SEP sur les communautés rurales en différents points du Ghana. Il a souligné que les SEP ont permis à l'UCC de tisser des liens plus étroits avec des milliers de petits exploitants et de ménages agricoles à travers le pays.

Les résultats des diplômés du programme SAFE à l'UCC et au KAC ghanéens en 2007 ont été impressionnants. Sur un total de 120 diplômés ayant décroché une licence avec mention bien ou supérieure à l'UCC, sept étaient issus du programme SAFE. En outre, cinq des six diplômés ayant décroché une maîtrise en vulgarisation agricole était des diplômés issus des programmes de préparation au diplôme supérieur ou à la licence SAFE.

Tout est en place pour accueillir le premier contingent d'étudiants au nouveau programme SAFE de l'université Bayero à Kano (BUK) au Nigéria en février 2008 et les inscriptions sont actuellement en cours. Le programme d'enseignement a été amélioré et le SAFE a investi dans des supports pédagogiques et des équipements

nécessaires pour garantir un démarrage sans heurts du programme. En sa qualité de pionnier du programme SAFE au Nigéria, l'université Ahmadu Bello (ABU) fournira un appui technique et un leadership au nouveau programme mis sur pied à BUK. L'ABU a joué un rôle décisif dans l'établissement du Comité de gestion mixte ABU/BUK du programme SAFE, qui continue de se réunir une fois par trimestre pour concevoir des stratégies et prodiguer des conseils à l'intention des dirigeants des deux universités afin de garantir le succès et la pérennité des programmes SAFE au Nigéria.

Au Ghana, du 1er au 7 septembre 2007, l'UCC et le KAC ont accueilli une équipe de l'université Bayero à Kano sous la direction du recteur, le professeur A. M. Jega. L'équipe a appris à planifier, mettre en oeuvre et gérer des SEP et le Village de la technologie à différents niveaux. L'UCC et BUK ont élaboré et signé un protocole d'entente au cours de la visite et, sous l'égide de ce protocole et du memorandum d'accord existant entre l'UCC et l'ABU, deux membres de l'UCC ont rendu visite aux établissements nigériens en novembre 2007. Ils ont donné des séminaires à l'intention du corps enseignant des deux universités en mettant l'accent sur les stages en entreprise et ils se sont entretenus avec les responsables sur les moyens de renforcer la collaboration entre les trois établissements.

Ethiopie

Comme les quatre années précédentes, les principales régions agricoles éthiopiennes ont bénéficié de précipitations très favorables au cours de la campagne 2007. Dans l'ensemble, des pluies adéquates, une utilisation accrue d'engrais, des semences améliorées et très peu de problèmes engendrés par les ravageurs et les maladies viennent se conjuguer à un accroissement des emblavures pour donner une excellente moisson pour la cinquième année consécutive.



L'irrigation au goutte-à-goutte dans les zones en butte au stress hydrique permet de produire des cultures de valeur comme l'oignon

Ces dernières années, le programme SG 2000 en Ethiopie a promu et démontré l'utilisation d'une approche culturale par larges plates-bandes et sillons, ainsi que des technologies de conservation et de travail réduit du sol. En 2007, le gouvernement a ciblé des régions où le taux d'adoption semblait prometteur et il a accéléré le processus afin d'impliquer des milliers d'agriculteurs. Entre-temps, le programme a continué de mettre l'accent sur la promotion du maïs QPM, du riz, la plantation en lignes du blé, la collecte d'eau et des approches relativement récentes en termes d'opérations post-récolte et agroindustrielles.

Bien que de meilleures technologies de production aient débouché sur des augmentations marquées des rendements ces dernières années, les progrès constatés après la moisson ont été moins sensibles. « Ceci s'explique en grande partie du fait des pertes après-récolte qui découlent des piètres systèmes de manutention, aussi bien au champ que lors du stockage, d'un besoin accru en main-d'oeuvre, de

l'usage de techniques et d'outils rudimentaires et de la qualité médiocre des produits agricoles », explique Aberra Debelo, Coordonnateur de projet du Programme SG 2000 en Ethiopie. « Les prix de la plupart des matières premières peuvent beaucoup fluctuer en fonction de l'offre et la demande, et cela échappe totalement au contrôle de l'agriculteur. De ce fait, l'intermédiaire qui se charge de la commercialisation peut devenir un fardeau et le producteur ne s'y retrouve pas. »

Toutefois, aujourd'hui, l'introduction de technologies post-récolte et agroalimentaires conjuguée au programme agroindustriel de la SAA fait que les agriculteurs s'en tirent mieux. Les nouvelles technologies augmentent la productivité, minimisent les pertes sur récolte et réduisent la pénibilité des opérations classiques de transformation. Grâce à ces approches, la production peut augmenter ; les producteurs peuvent réaliser les bénéfices que leur permettent de meilleures techniques de production et ils peuvent transformer et

commercialiser les produits de qualité qu'exigent les consommateurs. « Les technologies offrent aussi des créneaux pour la création d'entreprises », précise M. Debelo. « L'agroindustrie valorise les produits de façon à ce qu'ils puissent se vendre à des prix plus élevés que le produit brut d'origine ; cela permet d'augmenter le revenu des ménages agricoles et de garantir leur sécurité alimentaire. »

Le battage traditionnel en Ethiopie est un processus laborieux qui implique de battre les récoltes avec des bâtons ou de faire piétiner le grain entassé à même le sol par les sabots des animaux. Le grain est alors contaminé par de la poussière, ce qui nuit à la qualité du produit et donc au prix de vente. Le programme SG 2000 entend réduire la pénibilité du travail, gagner du temps et améliorer la qualité des récoltes au moment du battage en introduisant deux engins post-récolte/agroindustriels simples : une batteuse polyvalente à moteur pour le tef (la principale culture céréalière en Ethiopie), d'autres céréales à petits grains et des légumineuses, et une décortiqueuse à maïs motorisée mais opérée manuellement. « Nous espérons que ces engins révolutionneront la transformation des céréales et des légumineuses, en permettant aux agriculteurs de moissonner rapidement leurs récoltes avant les pluies, sans toutefois compromettre la qualité ou la quantité », ajoute M. Debelo.

SG 2000 promeut des technologies post-récolte/agroindustrielles en association avec le ministère de l'Agriculture et du Développement rural, l'Institut éthiopien de recherche agricole (EIAR) et une ONG éthiopienne, le Centre de formation technique et professionnelle de Selam (STVC), laquelle assure actuellement la fabrication des deux engins.

Toutes les machines post-récolte et agroindustrielles sont sélectionnées en fonction des possibilités qu'elles offrent pour surmonter les besoins élevés de main-d'oeuvre, la piètre qualité du produit et les pertes survenant après la récolte et lors de la transformation. En cas de besoin, le fabricant peut apporter des modifications à ces technologies ou en développer de nouvelles en fonction

des besoins particuliers des utilisateurs. Pour l'heure, les batteuses polyvalentes et les décortiqueuses à maïs ont été largement popularisées et leur taux d'adoption par les agriculteurs est très prometteur, tant et si bien que le fabricant s'avère incapable de faire face à la demande. M. Debelo n'est pas surpris de la popularité des nouveaux engins. « Ces machines sont faciles à opérer, faciles à déplacer et elles peuvent accroître la productivité de façon spectaculaire, » affirme-t-il. « En outre, les agriculteurs ont constaté qu'ils peuvent facilement se permettre de les acheter à plusieurs, et parfois même à titre individuel. »

Nouvelle technologie

Il poursuit en donnant un exemple de l'impact de la nouvelle technologie. « Dans le district éthiopien de Shashamenne, les cultivateurs récoltent le tef qu'ils ont planté durant la campagne Belg (brève saison des pluies entre mars et mai) au début de la principale saison des pluies (de juin à septembre). De ce fait, il est difficile de procéder au battage immédiatement après la moisson. Par conséquent, la récolte reste entassée dans le champ sous la pluie où elle se détériore, lorsqu'elle n'est pas complètement dévastée. Désormais, avec l'introduction de la batteuse polyvalente, le battage est devenu plus facile et la qualité du tef obtenu est supérieure, de sorte qu'il se vend à meilleur prix. Les producteurs qui disposent de batteuses polyvalentes battent leur récolte en premier puis proposent leurs services à d'autres agriculteurs en allant de ferme en ferme, avec leur batteuse installée sur une charrette tirée par un âne. Cela a réellement permis d'augmenter le revenu agricole. » (Voir page 9).

Parmi les autres engins post-récolte/agroindustriels ayant récemment fait leur apparition, on peut citer une polisseuse, une rizerie, une batteuse à riz, une râpe à manioc, un dépulpeur de café et un préparateur d'arachide, comprenant une décortiqueuse, un concasseur et une presse à vis. Le préparateur d'arachide est déjà utilisé par une coopérative dans la ville de Babelle, qui se trouve dans la grande région productrice

d'arachide d'East Hararghe, et les autres technologies sont en cours de modification/d'adaptation par le Collège technique et professionnel de Selam ou sur le point d'être distribuées dans les régions appropriées.

Le fabricant de l'équipement fournit des services de suivi périodique pour vérifier l'état des machines et assurer l'entretien et les réparations en cas de besoin ; à en croire les comptes rendus que les utilisateurs ont fait au personnel de terrain de SG 2000 lors de leurs visites sur les sites du projet, le fabricant réagit rapidement en cas de panne, de problème d'entretien ou de demande de formation.

Groupements de femmes

« La formation est l'un des principaux éléments du programme post-récolte/agroindustriel de la SAA/SG 2000, » précise Aberra Debelo. « Différents types de formation sont assurés en fonction des bénéficiaires qui peuvent être des chercheurs, des techniciens, des artisans locaux ou encore des agriculteurs et des agroindustriels. L'autre composante du programme concerne les démonstrations pratiques que nous réalisons pour sensibiliser les utilisateurs potentiels et les décideurs aux options techniques à leur disposition afin d'améliorer la manutention et la transformation des produits agricoles. »

Une nouvelle initiative concerne un programme de valorisation destiné à des groupements d'agricultrices et de femmes au foyer. Ce projet entend aider les associations de femmes en milieu rural à développer de nouvelles activités génératrices de revenu par le biais de micro-entreprises de transformation de produits alimentaires, qui se chargeraient de valoriser les récoltes en transformant les produits agricoles bruts pour les rendre propres à la consommation.

Le programme collabore avec le gouvernement et divers autres organismes intéressés. L'approche vise à aider les associations de femmes, affiliées à des coopératives agricoles, à acquérir les techniques et les compétences de gestion dont elles ont besoin pour monter de petites entreprises de transformation viables, qui soient facilement gérables, nécessitent peu de mise de fonds et utilisent des équipements simples. Les petites agricultrices apprennent d'une part à renforcer leur savoir autochtone et leurs techniques de production alimentaire mais elles apprennent aussi à s'organiser pour obtenir un crédit, des intrants et rentabiliser la

commercialisation de leurs produits.

Des centres de transformation modèles ont déjà été créés par le projet dans sept sites proches de bourgades en zones rurales, où des groupements de femmes bien organisés apportent leurs produits agricoles bruts et semi-transformés pour y faire l'objet d'une transformation plus poussée. Ces sites sont retenus sur la base de la structure de leur production, du volume produit, de la nature de la transformation requise, de l'utilisation des récoltes et de l'accessibilité aux marchés. Un éventuel agrandissement des installations a également été envisagé. Une grande variété de récoltes y est transformée, y compris du blé, du tef, du maïs, du riz, des piments, diverses légumineuses, des épices et du lait.

Les membres de chaque association de femmes transforment plus d'un produit agricole. Par la suite, les produits à valeur ajoutée de chaque centre de transformation sont conditionnés par les membres et livrés à un magasin géré par le groupement de femmes, pour y être enregistrés. Le produit de la vente leur est remis toutes les semaines, déduction faite d'une petite remise pour frais de manutention.

« Jusqu'ici, la plupart des groupements formels de femmes estiment que leur



Formation de vulgarisateurs dans le champ d'un agriculteur

entreprise est très rentable », rapporte M. Debelo. « Certains d'entre eux ont commencé à élargir leurs activités en distribuant les produits transformés aux supermarchés. Un bon exemple de micro-entreprise agroindustrielle couronnée de succès est le cas du centre de transformation de Lume/Mojo qui est hébergé dans l'enceinte de la Coopérative des producteurs de Lume-Adama. Les membres qui ont démarré le centre avec une petite mise de fonds il y a environ 13 mois gagnent aujourd'hui de coquettes sommes d'argent. »

Lors de la dernière cérémonie anniversaire du centre de

transformation de Lume, il a été révélé que les recettes brutes par membre sur une période de 10 mois allaient de 1 000 à 34 000* birrs, et quatre des 40 membres de la coopérative ont gagné entre 15 000 et 34 000 birrs dans la même période. Puisque les groupements de femmes intègrent les activités de production et de transformation, ce genre d'entreprises agroindustrielles rurales peut accéder à des marchés bien au-delà de leurs environs immédiats, en étant proches de la source de matières premières.

* 1 dollar US = 9,209 birrs au moment du rapport

Nombre de membres de groupement de femmes dans chaque centre de transformation, produits à transformer, technologies utilisées et produits à valeur ajoutée

Etat régional	Centre de transformation	Membres de groupement de femmes	Produit à transformer	Technologie utilisée	Produit à valeur ajoutée
Oromiya	Lume	40	tef, blé, légumineuses, épices & lait	scelleuse, broyeur, batteuse polyvalente, réfrigérateur, malaxeur à beurre, écrémeuse & lactodensimètre	semence propre, farine, pois cassés, lait, beurre, cottage, épices et snacks, etc.
	Haromaya	68	lait	malaxeur à beurre, écrémeuse, lactodensimètre	lait, beurre, cottage
Oromiya	Shashamenne	8	pomme de terre, tef	batteuse polyvalente, scelleuse	chips, semences propres de tef et de céréales
	Babille	200	arachide	concasseur humide, décortiqueuse, scelleuse, presse à huile	arachide pâte et gâteau, sucreries, etc
	Becho	21	blé, tef	batteuse polyvalente, broyeur, moulin	semence propre, épices, snacks et farine
SNNPR	Aruma, Wondogenet, (Sidama)	42	banane d'Abyssinie & maïs	décortiqueuse	farine de maïs, Bulla, Kotcho
Amhara	Fogera	18	riz	batteuse polyvalente, polisseuse de riz et moulins	riz poli

Le Mali a connu une autre année de précipitations irrégulières en 2007. L'année a débuté lentement, avec des pluies inférieures à la moyenne enregistrées dans l'ensemble du pays si bien qu'en juillet, les semis ont dû être retardés dans plusieurs régions et les cultures émergentes ont souffert d'un stress hydrique. Au 20 juin, seuls 16 pour cent de l'objectif de plantation de millet était atteint contre 39 pour cent à la même date en 2006 ; la situation n'était guère plus brillante dans le cas du coton, avec 33 pour cent de l'objectif atteint contre 70 pour l'année précédente. Les cultures de coton, qui auraient dû être plantées avant le 20 juillet pour optimiser le potentiel de rendement, sont particulièrement vulnérables. Des pluies torrentielles sont arrivées en août, suivies d'un mois de septembre sec ; quant au bon niveau de précipitations escompté en octobre, il ne s'est jamais concrétisé.

Situation alimentaire

Malgré le temps défavorable en 2007, la situation alimentaire du Mali est bonne. La sécurité alimentaire dans tous les points du pays reste stable et les ménages ont encore accès à des marchés bien approvisionnés aux quatre coins du pays. Les prix des céréales secondaires, comme le maïs, le sorgho et le millet, sont fermes dans les chefs-lieux régionaux. Il ne s'est produit aucun effondrement de prix, à la différence de 2006, lorsque le prix du maïs avait chuté de 93 à 40 francs CFA – soit près de dix cents le kilo.

« Malgré l'augmentation du coût de la vie, essentiellement due à une forte hausse des produits pétroliers, tant les acheteurs que les vendeurs y trouvent leur compte », explique le Directeur national Marcel Galiba. « Le riz demeure la céréale la plus coûteuse, avec des prix qui vont de 203 à 236 francs CFA et une moyenne de 220 francs CFA en 2007, contre 70 francs pour le maïs, 79 francs pour le sorgho et 80 francs pour le millet. Une Réserve de sécurité nationale de 35 000 tonnes a été mise en place. »

Autonomisation du groupe

Alors que SG 2000 poursuivait ses efforts en vue d'autonomiser les parties prenantes, toutes les coopératives de SG 2000 ont réalisé des progrès en 2007 en créant leur propre centre de développement, baptisé Niet@Kene. A présent, toutes disposent de banques de céréales/semences et d'installations de stockage flambant neuves. Outre ces structures indispensables, certaines coopératives ont construit des salles de réunion, des salles de traitement agroindustriel, des chambres de séchage et des enclos pour la volaille. Toutes les coopératives peuvent communiquer par le biais de téléphones mobiles et toutes sont connectées à www.tradenet.biz afin d'obtenir les toutes dernières informations en matière de commercialisation de céréales.

Les producteurs ont pu stocker en toute sécurité la partie de la moisson qu'ils destinaient au marché. En avril, une bourse nationale des produits de base (CSE) a été mise sur pied à Ségou avec plusieurs autres



Des agricultrices se servent de l'eau d'un forage par lançage

organisations partenaires, y compris le Département de l'Agriculture, l'APCAM (l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture), Afrique Verte, Faso Djigui, la Fondation Syngenta et les Villages du millénaire. Un total de 21 179 tonnes de marchandises a été fourni, composé à 92 pour cent de céréales. Du côté de la demande, le total faisait presque 5 400 tonnes, dont 90 pour cent de céréales. Les agriculteurs ont aussi offert 672 tonnes de semences de riz, essentiellement de la variété NERICA 4. Sur ce marché, les coopératives SG 2000 ont pu vendre un total de 1 045 tonnes de denrées pour une valeur de plus de 300 000 dollars, le maïs se taillant la part du lion avec 40 pour cent du chiffre (tableau 1).

Plus de 100 tonnes de maïs ont été vendues au plus gros éleveur de volaille de Bamako, la Ferme Oeuf

Sidibé. Du côté des semences, les coopératives de maïs de Sikasso ont vendu 200 tonnes de semences de QPM au ministère de l'Agriculture du Sénégal pour plus de 110 000 dollars.

M. Galiba remarque que le MAP – programme de commercialisation des produits à l'intention des organisations agricoles lancé par SG 2000 en 2006 – a eu un impact extrêmement positif sur la sécurité alimentaire de la région. « Aux termes du MAP, la coopérative produit d'abord suffisamment de denrées pour couvrir ses propres besoins et, par la suite, elle peut apporter ses excédents au marché afin de générer plus de revenus », explique-t-il. « Ainsi par exemple, à Ségou et Sikasso, les producteurs SG 2000 ont atteint des rendements supérieurs à la moyenne en 2007. A Sikasso, grenier à maïs du Mali, le rendement des agriculteurs SG 2000 faisait entre 2 950 kg/ha et 4 070 kg/ha, soit un chiffre nettement plus élevé que les rendements nationaux moyens de maïs estimés à moins de 1 500 kg/ha. Les producteurs ont donc pu former des banques de céréales en guise de sécurité alimentaire pour les villages de la localité lors des périodes de disette. » Les coopératives de Sikasso ont amassé un total de près de 96 tonnes de céréales dans leurs banques céréalères. Les membres des coopératives ont reçu un soutien qu'ils doivent rembourser en nature plus une prime de 10 pourcent, alors que les non-membres paient en liquide.

« Pendant ce temps, à Ségou, continue M. Galiba, les rendements moyens des producteurs de millet SG 2000 faisaient entre 41 et 118

Tableau 1 : Ventes réalisées par des coopératives SG 2000 durant la bourse nationale des produits organisée en avril 2007

Produits	Ventes (t)	Prix au kilo (CFA)	Total	
			CFA	\$
Maïs	545	110	59 950 000	119 900
Sésame	109	245	26 705 000	53 410
Millet	244	115	28 060 000	56 120
Riz	45	240	10 800 000	21 600
Sorgho	22	90	1 980 000	3 960
Soja	5	300	1 500 000	3 000
Semences de riz	65	300	19 500 000	39 000
Semences de millet	6	250	1 500 000	3 000
Semences de sorgho	4	250	1 000 000	2 000
TOTAL	1045	-	150 995 000	301 990

pour cent de plus que ceux des agriculteurs non affiliés au programme et près de 60 tonnes ont été mises en réserve (voir tableau 2). La moisson a été tellement bonne que les autorités locales ont décidé de ne pas apporter d'appoint issu des réserves nationales pour la sécurité alimentaire aux villages SG 2000, reconnaissant dans leur rapport qu'ils n'en avaient pas besoin. Alors que les 72 villages du district de Cinzana se partageaient 20 tonnes d'aide alimentaire, soit environ 280 kg par village, les villages affiliés au programme SG 2000 bénéficiaient en moyenne de 2000 kg chacun ! »

Ensemble, le GEM (l'autonomisation du groupe) et le MAP ont aidé les agriculteurs à devenir beaucoup plus productifs et leur ont donné accès aux marchés, de manière à améliorer leur sécurité alimentaire et à augmenter leurs revenus.

Nouvelles innovations

Ces dernières années, les approvisionnements en blé du Mali sont loin d'avoir été satisfaisants. Le pays importe 120 000 tonnes de blé chaque année mais les prix des marchés mondiaux ne cessent d'augmenter. Pays enclavé, le Mali dépend des ports de Conakry et de Dakar pour ses approvisionnements en blé qui doivent ensuite couvrir plus de 1 500 km pour gagner Bamako. Après avoir subi la hausse du prix des carburants pendant des années, de même que de fréquents retards aux ports et sur des routes peu

Tableau 2 : Utilisation des banques de céréales de SG 2000 pour la sécurité alimentaire dans la région de Ségou

Villages	Mouvement de stocks des banques de céréales				
	Stock initial (kg)	Membres		Non-membres	
		Quantité distribuée (kg)	Nombre de bénéficiaires (#)	Quantité à rembourser (kg)	Quantité vendue (kg)
Tingoni	24 000	-	-	-	24 000
Kondogola	14 000	5 000	24	5 500	9 000
Zambougou	7 200	3 000	28	3 300	4 200
Sorobougou	5 500	3 700	36	4 070	1 800
Niatia	4 300	2 300	23	2 530	2 000
Ndinzana	4 300	2 000	19	2 200	2 300
Total	59 300	16 000	130	17 600	43 300

fiables, le Mali a décidé de chercher à devenir autosuffisant en appuyant la production locale de blé. Il s'est avéré qu'il existait 50 000 hectares de terres propres à la culture du blé dans la région de Tombouctou mais que seuls 2 500 hectares étaient mis sous culture.

Une enquête menée en novembre 2006 a identifié deux entraves importantes : un manque de cultivars à haut rendement et le coût élevé de l'irrigation.

SG 2000 a cherché à surmonter ces deux handicaps. Deux variétés de cultivar en provenance du Nigéria appelées Attila et Seri M82 ont été introduites au Mali et plantées sur plus de 11 sites pour comparer les nouveaux cultivars au Tetra, variété

locale vieille de plus de 40 ans. Des rendements maxima de 4 400 kg/ha ont été obtenus. Malgré des semis tardifs en raison du transport des semences, les rendements moyens des nouveaux cultivars ont été supérieurs à 3 200 kg/ha contre 2 500 kg/ha pour le Tetra. Les agriculteurs ont donc été séduits par le nouveau matériel génétique. Actuellement, et pour la deuxième année, 18 villages sont impliqués dans 48 parcelles témoins de démonstration de rendement.

Pour réduire le coût de l'irrigation, SG 2000 a suggéré d'introduire une technique de forage par lançage, méthode plus abordable utilisée dans les fadamas (vallées à cours d'eau) du Nigéria. Trois collègues de SG 2000 au Nigéria ont été envoyés au Mali afin de former du personnel et des parties prenantes à cette technique. Ce genre de forage est possible en bordure de rivière et dans des plaines glaiseuses où la nappe phréatique n'est pas à plus de 10 m de profondeur ; il met en oeuvre une petite pompe portable à des fins d'irrigation et élimine le besoin de faire appel à de plus grosses pompes gourmandes en carburant. Cinq forages font désormais l'objet d'essais et nombre d'agriculteurs se sont déclarés intéressés par la technique ; en effet, elle est abordable puisqu'elle revient à moins de 300 \$ et elle pourrait leur éviter d'avoir à mettre en place des systèmes complexes d'irrigation.

La variété de QPM Obatanpa du Ghana a été introduite au Mali en 1991 sous le nom de « Denbanyuman ». Aujourd'hui c'est le maïs blanc QPM le plus utilisé au Mali, intéressant parfois jusqu'à 80 pour cent des terres dans certains villages et les rendements moyens atteignent régulièrement entre trois et quatre tonnes. Toutefois, SG 2000 cherche à

améliorer ces résultats. « Nous sommes constamment en quête de rendements plus élevés et nous voulions aussi créer une bonne industrie semencière », explique M. Galiba. « Ceci nous a incités à nous tourner vers les hybrides, et notamment les hybrides de QPM. » Avec la hausse de la demande des parties prenantes et deux hybrides commerciaux déjà vendus au Mali, PAN 6568 de la Pannar Seed Company et SNK 2778 de Monsanto, SG 2000 Mali a décidé de réaliser ses propres essais d'hybrides au champ en se servant de matériel génétique en provenance du CIMMYT du Mexique et du Zimbabwe, de l'IITA du Nigéria, du CRI du Ghana et de l'IIAM du Mozambique.

Au total, 29 hybrides de maïs QPM blanc et jaune ont été testés et comparés au Denbanyuman et au Sotubaka, une variété de maïs jaune. Après ajustement des rendements, en examinant les entrées au-dessus de la moyenne sur la base de quatre essais, les dix meilleures entrées ont donné des rendements compris entre six et onze tonnes par hectare. Le Denbanyuman a donné de bons résultats et s'est classé neuvième, avec 6 t/ha. Les deux hybrides commerciaux sont arrivés respectivement en deuxième et sixième position. La densité de l'échantillon était comprise entre 62 500 et 80 000 plants/ha, et l'hydrocomplexe d'engrais Acthyva n'a été appliqué que deux fois, au moment des semis (200 kg/ha) et 15 à 20 jours plus tard (200 kg/ha). Tous les essais ont eu lieu en condition sans labour. Les résultats ont démontré qu'il était possible d'avoir de bonnes variétés hybrides de QPM qui sont plus productives que le Denbanyuman et qui pourraient devenir la pierre angulaire d'une industrie semencière naissante.



Des agriculteurs chargent du maïs arrivé de la banque de céréales de Kondogola sur une charrette tirée par un âne

Le Nigéria a commencé l'année 2007 avec des températures plus élevées que de coutume en janvier, ce qui a nui au rendement des cultures de saison sèche, notamment le blé. Les premières précipitations sont arrivées tardivement, en avril, mais elles ont été suivies d'un long épisode de sécheresse qui a duré jusqu'au début de juin ; les pluies n'ont véritablement commencé qu'à la fin de juin et elles ont cessé mi-septembre. Ces précipitations tardives et irrégulières ont engendré une sécheresse qui a provoqué des pertes sur récolte, notamment pour les agriculteurs de la savane soudanaise dans le nord du pays. Les cultures qui ont le plus souffert ont été le maïs, le millet, le sorgho, le riz et le niébé.



Une variété de papaye à haut rendement introduite auprès des agriculteurs de l'Etat de Kano leur apporte des revenus satisfaisants et améliore leur nutrition

L'administration nigérienne nouvellement élue a indiqué qu'elle donnerait la priorité à l'agriculture en guise de tremplin du développement rural et elle a déjà commencé à affecter des fonds à la recherche et à la vulgarisation.

« Au cours de la saison des pluies 2007, les principaux projets de SG 2000 ont consisté à soutenir l'établissement de parcelles de formation (PTP) NERICA (Nouveau riz pour l'Afrique) et QPM (Maïs à forte teneur en protéines) » explique Ahmed Falaki, Coordonnateur de projet pour SG 2000 au Nigéria. « Il a été encouragé de voir différents Etats se charger d'établir des PTP avec d'autres cultures en se servant de leurs propres ressources, tandis que SG 2000 leur apportait un appui complémentaire en termes de formation et de supervision. »

Globalement SG 2000 a contribué à l'établissement de 2 772 parcelles de QPM dans 36 Etats et le rendement le plus élevé enregistré a été de 5,8 t/ha dans l'Etat de Gombe.

Le rendement moyen constaté (4,9 t/ha) faisait quatre pour cent de plus que la campagne précédente et que la moyenne nationale – tableau 1. Le coût moyen de production à l'hectare était de 375 dollars US, pour un revenu net de 727 \$, soit une somme analogue au montant obtenu par les producteurs au titre de la campagne précédente (728 \$).

Durant la même campagne, SG 2000 a coordonné l'établissement de 1 280 parcelles de riz NERICA.

Là encore, c'est l'Etat de Gombe qui a enregistré le rendement le plus élevé, avec 7,3 t/ha. Le rendement moyen au titre de la campagne s'est élevé à 4,8 t/ha ; ce chiffre était supérieur à la campagne précédente (4,6 t/ha) et faisait plus du triple de la moyenne nationale (1,3 t/ha) – tableau 2. Le coût moyen de production s'élevait à 495 \$, pour un revenu net de 1 156 \$ par hectare.

Participation des Etats

Les Etats et les autorités locales, de même que les organismes du secteur privé, continuent de soutenir des programmes de formation dans le but de favoriser l'appropriation du programme par les parties prenantes. Les Etats nigériens ont parrainé la formation de 3 145 vulgarisateurs et 76 327 producteurs en 2007. D'autres projets menés en association avec SG 2000, ou parrainés par le secteur privé ou des communautés, ont porté sur la formation de 584 vulgarisateurs et 9 900 agriculteurs.

« Des journées champêtres ont attiré un nombre croissant de parties prenantes, y compris des chefs traditionnels, des décideurs, des partenaires du secteur privé et des agriculteurs, qui ont perçu cet événement comme une opportunité relationnelle et qui ont pu s'entretenir avec un grand nombre d'interlocuteurs autour des parcelles

de démonstration », remarque M. Falaki. « Durant la campagne, 3 204 mini-rassemblements et 202 grandes journées champêtres ont été organisés dans les Etats où intervient SG 2000 et le secteur privé a joué un rôle de plus en plus important en termes de soutien financier et logistique de ces manifestations. »

Les Etats se sont aussi chargés d'accélérer la méthodologie de diffusion des technologies de vulgarisation SG 2000 auprès de leurs producteurs, en utilisant les ressources locales pour appuyer le renforcement des capacités et pour fournir des intrants à crédit aux producteurs afin qu'ils puissent monter leurs propres parcelles d'essai de production (PTP) d'un hectare ou plus. L'Etat de Bauchi a mis en culture 7 500 PTP, Kano en a cultivé 22 868 et Zamfara en a planté 24 500. D'autres Etats, notamment Gombe, Jigawa, Kebbi et Katsina, accélèrent quelque peu leurs efforts, notamment dans le domaine de la formation et de l'appui logistique sur le terrain aux agents de vulgarisation et aux agriculteurs.

Riz

SG 2000 a appuyé les efforts déployés par le gouvernement nigérien afin d'accroître la production locale de riz et de réduire la dépendance massive envers les importations.

Malgré la sécheresse traversée durant la saison humide, on a constaté un accroissement spectaculaire du nombre de champs ensemencés sous riz, les agriculteurs du programme SG 2000 exploitant 4 962 ha, contre 1 891 en 2006. La production de NERICA a également doublé pour passer à 13 244 tonnes, contre 6 162 tonnes l'année précédente. La dissémination du riz NERICA 1 s'est accélérée avec la mise à disposition de plus de semences certifiées produites par des agriculteurs sous la supervision du Service national des semences ; c'est ainsi que SG 2000 a acheté trois tonnes de semences NERICA 1 plus quelque 12 tonnes de semences de NERICA de bas-fond dans le cadre de son accord de rachat auprès des agriculteurs qui avaient planté les variétés de riz de

Tableau 1 : Nombre de PTP de QPM, plage de rendement et rendement moyen au cours de la saison humide 2007

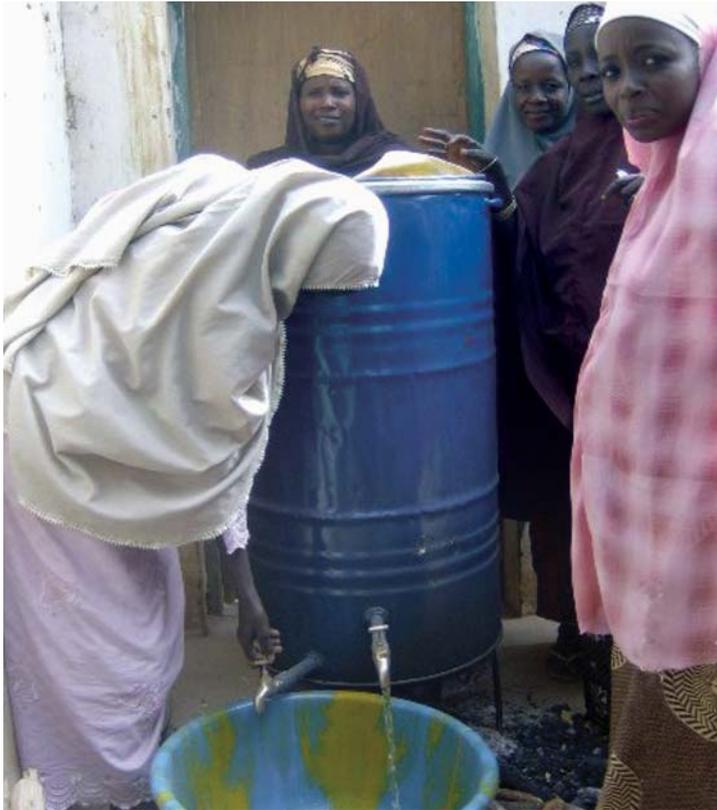
Etat	Nombre d'agriculteurs	Superficie (ha)	Plage de rendement (t/ha)	Rendement moyen (t/ha)
Bauchi	374	94	2,7-6,6	4,9
Gombe	995	285	3,3-6,9	4,8
Jigawa	329	82	3,6-5,9	4,6
Kaduna	214	54	4,3-5,1	4,8
Kano	599	150	2,5-5,9	4,3
Katsina	261	65	4,3-6,8	5,8
Total	2 772	730	-	4,9

Rendement national moyen = 1,6 t/ha

Tableau 2 : Nombre de PTP de NERICA, plage de rendement et rendement moyen au cours de la saison humide 2007

Etat	Nombre d'agriculteurs	Superficie (ha)	Plage de rendement (t/ha)	Rendement moyen (t/ha)
Bauchi	275	69	3,3-6,1	4,5
Gombe	204	51	3,5-7,3	6,0
Jigawa	363	91	3,2-6,5	5,6
Kaduna	262	66	3,9-4,3	4,0
Kano	121	30	1,5-3,4	2,4
Katsina	56	14	5,9-6,7	6,4
Total	1 280	321	-	4,8

Rendement national moyen = 1,3 t/ha



Formation d'un groupe d'agricultrices en techniques de transformation sous l'égide de SG 2000 – l'utilisation d'une étuveuse TADCO améliorée dans l'Etat de Zamfara

bas-fond reçues de l'ADRAO (Centre du riz pour l'Afrique).

« Les démonstrations technologiques ont été couronnées de succès », explique M. Falaki. « Les transformateurs de riz, et notamment les groupements de femmes, ont pu voir marcher de nouvelles étuveuses de riz améliorées. Dix-huit unités d'étuveuses TADCO ont été montées, permettant de faire des démonstrations dans chacun des Etats où SG 2000 est représenté. »

Dans le domaine de la commercialisation et de la valorisation des produits, le partenariat entre SG 2000, le DFID-PrOpCom et USAID-MARKETS a été couronné de succès en mettant en relation ses riziculteurs avec des transformateurs, lesquels leur ont acheté plus de 200 tonnes de riz paddy à des fins de transformation. La Universal Rice Processing Company, qui a la capacité de transformer plus de 50 tonnes de paddy par jour, est sur le point de passer un accord avec des riziculteurs affiliés au SG 2000 dans la vallée d'Hadejia portant sur l'achat de la variété FARO 44 (Sipi). En outre, en collaboration avec une société de transformation de riz du nom de TADCO Nigeria Limited,

SG 2000 a promu la transformation et le conditionnement de riz étuvé produit par ses agriculteurs en vue de sa commercialisation aux supermarchés et aux magasins de l'ensemble du pays.

Nouvelles approches

« Les opérations post-récolte et agroindustrielles restent cruciales pour passer d'une agriculture de subsistance à une production commerciale, tout particulièrement compte tenu de l'accent qui est mis sur la production d'un produit de qualité destiné au marché, » souligne M. Falaki.

« SG 2000 a démontré l'utilisation de taras en bois à des groupements de femmes dans plusieurs Etats et a dispensé des « formations de formateurs » à 19 menuisiers pour leur apprendre à les assembler. Chaque stagiaire était ensuite chargé de former au moins dix autres menuisiers dans son Etat. »

En étroite collaboration avec le Directeur régional du programme agroindustriel de la SAA, le projet a identifié des fabricants de matériels et d'engins agricoles et a sélectionné des artisans pour leur apprendre à assembler différents prototypes de

machines en vue de sensibiliser l'opinion et de créer des débouchés. Des groupements de femmes ont été encouragés à confectionner des produits alimentaires à partir de maïs QPM, de riz et de soja pour leur mise au marché. « Nous avons fait appel à un conseiller en économie domestique / nutritionniste de la KNARDA pour apporter un appui technique au programme, explique M. Falaki, et les produits à valeur ajoutée permettent d'ores et déjà d'accroître la production et de doper les prix pour le soja et le maïs QPM. »

Dans le cadre du même programme, SG 2000 a signé un mémorandum d'accord avec PrOpCom pour accroître la productivité de la chaîne de valeur du riz et pour identifier et promouvoir des technologies qui sont techniquement, financièrement et socialement acceptables aux intervenants de la filière rizicole (producteurs, étuveurs, préparateurs, etc).

La promotion nationale de la variété de QPM Sammaz-14 a gagné du terrain et elle se substitue rapidement au maïs ordinaire dans les régions traditionnellement productrices de maïs.

« Le maïs QPM a touché les agriculteurs par le biais de canaux officiels d'une part, comme les semenciers, et par des méthodes plus informelles, comme la production communautaire de semences, les villages convertis au QPM et le transfert de semences d'un agriculteur à un autre », explique M. Falaki. « La quantité totale de semences vendues se montait à 736 tonnes en 2007. La sensibilisation à la supériorité nutritive du QPM a été renforcée par le biais de démonstrations portant sur sa transformation et son utilisation. Le projet a préparé, démontré et diffusé diverses recettes à base de QPM auprès de groupements de femmes dans des villages convertis au QPM et des communautés voisines, lors des foires commerciales locales et du salon agricole de Nane-Nane organisé à Morogoro, en Tanzanie, à l'occasion duquel différents plats nigériens ont été préparés et servis. »

SG 2000 a commencé à travailler avec plusieurs grands transformateurs de céréales à Kano désireux de transformer du QPM en farine et de conditionner le produit en vue de la distribution. La Dala Foods Nigeria Limited a déjà

commencé une série d'essais sur la transformation de QPM en farine et les résultats seront mis au marché d'ici peu. Des groupes de travail sur le QPM ont été créés au niveau de chaque Etat, chaque équipe comprenant des parties prenantes impliquées dans la promotion de la production, la transformation et l'utilisation de QPM. Le groupe de travail national sur le QPM devrait, quant à lui, voir le jour début 2008.

Partenariats

Dans le domaine de l'interaction, de la collaboration et du partenariat, SG 2000 a intensifié ses relations de travail avec des instituts et des centres de recherche agricole nationaux et internationaux.

Aux rangs des autres partenariats, on peut citer DFID-PrOpCom, dans des chaînes de produits désignées pour faciliter le développement de marchés plus fonctionnels et plus efficaces en mettant l'accent sur des activités de marché mises en oeuvre par le secteur privé ; USAID-MARKETS pour l'identification de débouchés économiques dans le secteur agricole nigérian par une augmentation de la productivité agricole, l'optimisation de la valorisation des produits et l'accroissement de la commercialisation par le biais d'une croissance et d'un développement impulsés par le secteur privé ; le projet de village du Millénaire du PNUD afin d'autonomiser les communautés rurales démunies et différents prestataires du secteur privé dans le domaine des semences (Premier, Seed Project, Maslaha, Nagari, Alheri et Manoma), des engrais (Golden) et des produits agrochimiques (CANDEL, Jubaili, African Agro etc).

« Le principal défi auquel est confronté le projet concerne l'accessibilité de semences de qualité aux agriculteurs », explique M. Falaki. « Les rares sociétés semencières sur le terrain sont incapables de fournir les semences de qualité dont on a besoin, de sorte que les producteurs communautaires de semences et quelques particuliers s'enrichissent en fournissant des semences de piètre qualité ou même du grain en guise de semences. Toutefois, la résurrection de la Premier Seed Company et l'apparition de quelques nouveaux semenciers apportent une lueur d'espoir aux agriculteurs. »

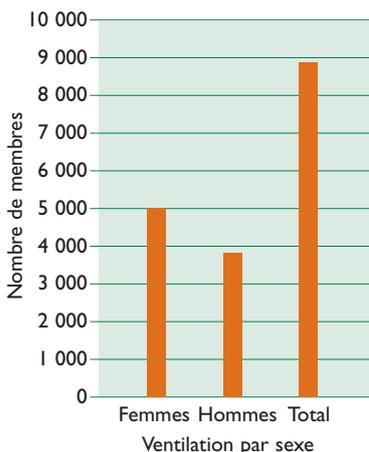
La situation de la sécurité alimentaire en Ouganda est restée stable malgré les pluies torrentielles de l'an dernier qui ont nui aux régions nord et est du pays, provoquant des inondations et des pertes sur récolte. Le Programme alimentaire mondial (PAM) a estimé que 130 000 à 150 000 tonnes de maïs grain étaient disponibles à la commercialisation en 2007. Toutefois, les volumes de haricots commercialisables ont continué leur repli en raison du temps peu clément, ce qui a entraîné une flambée des prix sur les marchés locaux.

Prospérité pour tous (PFA), initiative présidentielle axée sur la réduction de la pauvreté nationale, a été mise sur pied en complément du Plan d'action pour la réduction de la pauvreté (PEAP). Le projet PFA est conçu pour couvrir 1 025 sous-comtés dans l'ensemble du pays. Cette initiative entend faire en sorte que chaque ménage reçoive un revenu d'au moins 10 000 dollars par an. SG 2000 est l'un des principaux partenaires gouvernementaux à participer au planning de la mise en oeuvre de l'initiative.

« La précarité du réseau d'alimentation électrique continue de brider l'économie, tout particulièrement le secteur industriel », explique Emmanuel Kayaayo, Coordonnateur de projet du programme SG 2000, « et cela constitue une menace pour l'investissement. Toutefois, le nouveau barrage hydroélectrique de Bujagali, estimé coûter 770 millions de dollars et générer 250 mégawatts, devrait contribuer à résoudre le problème. »

L'Ouganda a accueilli la rencontre des Chefs du gouvernement du Commonwealth en novembre 2007. « Nous espérons que l'effet boule de neige du sommet débouchera sur de nouvelles opportunités pour l'Ouganda, comme l'écotourisme, et ouvrira les marchés de l'UE à des exportations ougandaises de produits agricoles et de minerais », observe M. Kayaayo.

Groupes de bénéficiaires directs et agriculteurs membres d'un centre multiservices en octobre 2007



Accomplissements

L'année 2007 a marqué la deuxième phase d'un plan de mise en oeuvre sur cinq ans de SG 2000, qui privilégie la démultiplication des interventions stratégiques.

L'an dernier, plusieurs accomplissements clés ont vu le jour en Ouganda. L'objectif fixé de trois nouvelles Associations de centres multiservices (OSCA) a été atteint, ce qui porte le total des OSCA dans le pays à 14, avec un accroissement de 14,6 pour cent du nombre total d'adhérents. Il existe désormais 368 groupes qui rassemblent 9 013 agriculteurs (dont 5 181 femmes et 3 832 hommes), répartis sur 51 sous-comtés dans 13 districts. La capacité de gestion des OSCA a été renforcée par le biais de la formation de 110 membres exécutifs, neuf gestionnaires de centre et 73 formateurs de stagiaires (TOT) pour permettre aux OSCA de desservir 51 000 agriculteurs (99 pour cent de la hausse ciblée) dans leurs zones de desserte.

« Nous avons développé des chaînes de valorisation du maïs et du riz dans 14 associations par le biais de la formation de prestataires de service, lesquels, à leur tour, forment des agriculteurs à de nouvelles méthodes de valorisation de leurs produits », explique M. Kayaayo. « En outre, l'accessibilité des semences aux agriculteurs a été améliorée par la création de trois banques de semences communautaires supplémentaires, ce qui porte le total des banques semencières à l'objectif fixé de 12 unités. Ceci s'est traduit par la production de 271,4 tonnes de NERICA (Nouveau riz pour l'Afrique) et de 7,6 tonnes d'arachides. L'appui des partenaires nous a permis de dépasser de 111,4 tonnes l'objectif fixé pour le riz NERICA. »

Trente-quatre prestataires de service ont été formés, de même que 102 TOT ; ils ont supervisé la plantation de 2 378 parcelles de démonstration (118,9 pour cent de l'objectif) et démultiplié la technologie de production de maïs sur des fermes témoins dans 20 sites.



Produits à base de QPM exposés lors du Salon national de l'agriculture à Jinja

Valeur ajoutée

Une meilleure manutention après-récolte a valorisé la production de maïs et de riz et 204 tonnes de maïs ont été vendues par le biais d'une méthode de commercialisation collective moyennant un prix majoré de 142 \$/t, soit une recette supplémentaire de 3 468 dollars sur le prix de vente normal de 125 \$/t. Les membres de l'association, en collaboration avec d'autres agriculteurs participant aux actions de marketing collectif, ont vendu 510 t de QPM. Quatre-vingt-dix groupements de femmes ont été formés à l'utilisation de maïs, de riz et de légumes et ont produit 20 denrées utilisées dans une gamme de recettes. Le programme agroindustriel a monté 48 engins assortis (88,9 pour

cent de l'objectif fixé) avec l'aide de techniciens existants.

Enfin, les Services nationaux de conseil agricole (NAADS) ont reconnu et adopté le modèle OSCA comme étant l'approche « la plus sûre » pour créer des Organisations agricoles de niveau supérieur (HLFO) en vue de partenariats de production spécialisés dans cinq districts.

SG 2000 a resserré sa collaboration avec les NAADS afin d'autonomiser les agriculteurs et de diffuser les technologies par le biais des HLFO, dans le but d'intégrer pleinement les approches des NAADS et de SG 2000 pour favoriser l'essor des filières agricoles. Un total de 88 235 dollars US a été décaissé afin de mettre en oeuvre cette initiative, dans le but de couvrir cinq districts d'ici mars 2008.



Des agriculteurs du district de Nebbi dans le nord de l'Ouganda participent à une initiative de multiplication des semences de NERICA

Coup de pouce au secteur rizicole

L'Ouganda est le premier pays d'Afrique de l'Est à être admis dans les rangs du Centre du riz pour l'Afrique (ADRAO) – en partie pour rendre hommage aux efforts du vice-président Gilbert Bukenya dans le cadre de la promotion de la production rizicole.

Le pays importe toujours une quantité importante de riz, estimée à 67 000 tonnes par an (statistiques de l'Autorité fiscale de l'Ouganda pour 2006). Le riz arrive en troisième position derrière le blé dans la facture des importations de produits alimentaires, pour une valeur estimative de 60 millions de dollars US. « La consommation annuelle par

habitant fait 6,75 kg seulement, contre une consommation moyenne en Afrique de 15 kg », constate M. Kayaayo. « Toutefois, la consommation de riz connaît une augmentation régulière, notamment dans les zones urbaines, en raison de l'évolution des goûts et des préférences, de la hausse des revenus, et de l'augmentation de la production, la transformation et l'urbanisation au niveau local. »

Les superficies sous riz n'ont cessé de croître, passant d'une sole estimative de 80 000 ha à 105 000 ha au cours des deux dernières années. La production de riz des hauts plateaux (NERICA-4) a augmenté, passant de 20 000 ha en 2001 à plus de 35 000 ha. Ce coup de pouce de la production tient davantage à un accroissement des terres sous riz au cours des 15 dernières années qu'à une hausse des rendements. Dans une étude menée en 2007 qui portait sur 175 agriculteurs dans trois districts soutenus par SG 2000, le rendement de riz le plus élevé pour la campagne A et B de 2006 était de l'ordre de 3,4 t/ha en moyenne. Ceci suggère que la meilleure façon d'augmenter sensiblement la production de riz en Ouganda, dans les conditions actuelles, serait de mettre beaucoup plus de terres sous culture.

L'Organisation nationale de la recherche agricole (NARO) travaille actuellement sur un mémorandum d'accord avec les semenciers et les associations de producteurs afin de multiplier les semences nouvellement commercialisées (NERICA-1 et -10) pour tenter d'éviter les mélanges de semences. Au cours des campagnes A

et B de 2007, SG 2000 a facilité la multiplication de semences de NERICA sur 271,4 hectares dans 11 districts OSCA et la formation de 25 agriculteurs et de 15 vulgarisateurs afin de renforcer les capacités de production de semences de qualité. SG 2000, en collaboration avec la JICA et NARO, a mené des essais au champ de différents services itinérants d'usinage du riz dans les quatre districts d'Iganga/Namutumba, Mukono, Kaliro et Luwero. La rizerie itinérante s'est rendue dans 290 foyers où elle a décortiqué 27 811 kg de paddy. Les Volontaires de la coopération japonaise à l'étranger (JOCV) ont participé à l'évaluation.

« Une bonne valeur nutritive des aliments est un élément clé de la sécurité alimentaire et un objectif primordial », souligne M. Kayaayo. « L'an dernier, nous nous sommes efforcés d'y parvenir par la promotion de recettes plus nourrissantes à base de céréales et de légumineuses dans le régime alimentaire des populations locales. Divers débouchés permettant de tirer davantage de valeur des produits dérivés de la récolte en les utilisant dans les rations animales des petits élevages, comme les poulets ou les cochons, ont également été encouragés. Ces types d'activités sont en grande partie axés sur des régions où le QPM est cultivé en grosses quantités. Les réactions des populations locales sont encourageantes. »

L'initiative concernant la volaille a été élargie afin d'identifier d'autres moyens d'utiliser le QPM et de



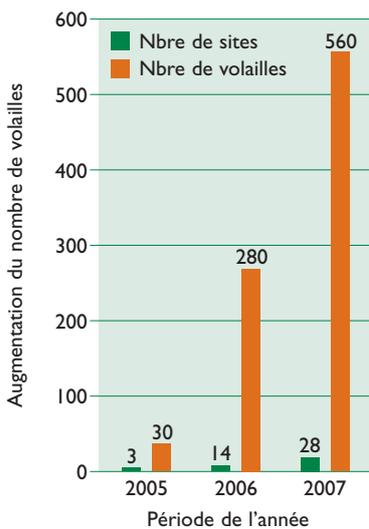
M. Hanada, Volontaire des services de coopération japonaise à l'étranger (JOCV), participe aux semis de NERICA dans le district de Namutumba

valoriser le maïs. Les associations qui participent aux initiatives de formation à l'utilisation des produits sont passées de cinq à huit. Chaque unité a bénéficié d'animaux et de matériels qu'elle n'aurait autrement pas pu se permettre d'acheter, y compris deux coqs, 18 poulets, des rations alimentaires de démarrage, des kits d'immunisation et des matériaux de construction d'enclos. A l'heure actuelle, plus de 560 volailles (504 poulets et 56 coqs) sont élevés au bran QPM et autres mélanges pour animaux. Le taux de survie de la progéniture est de plus de 75 pour cent.

L'an dernier, plusieurs activités promotionnelles et publicitaires ont vu le jour autour du programme SG 2000. Un agriculteur progressiste ayant adopté le riz NERICA s'est vu décerner une moto par le Salon agricole national en 2007. Quatorze journées champêtres nationales ont été organisées dans les différents districts OSCA afin de sensibiliser les décideurs, les agriculteurs et les chefs communautaires à l'approche par centres multiservices et aux pratiques culturelles modernes.

Trois innovations technologiques post-récolte pour les filières maïs QPM, riz NERICA et manioc ont été promues lors de salons commerciaux et de journées champêtres, et deux visites d'échange par des agriculteurs ont été organisées sur le thème de la promotion du riz et du maïs QPM. Le domaine de compétences du groupe de travail sur le maïs QPM a été élargi de manière à englober les aspects plus vastes de l'industrie du maïs dans le pays et la région et il a été rebaptisé Groupe de travail national sur le maïs.

Synopsis de l'utilisation de QPM dans le secteur de la volaille 2005-2007



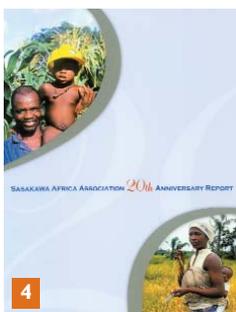
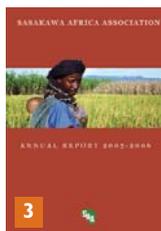
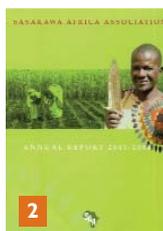
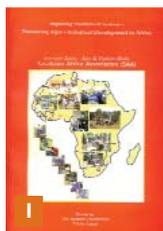
Synopsis de la multiplication des semences de NERICA en 2007

District (OSCA)	Objectif (ha)	Superficie plantée (ha)	Production (t)	Volume récupéré (t)
Bugiri (BAIDA)	16	16	64	2,4
Namutumba (BUMUFAS)	28	28	112	4,2
Mukono A (BAMTA)	16	16	56	2,4
Mukono B (WAIDA)	10	8	29,4	1,2
Mukono C (Nakisunga)	-	13	46,2	2,0
Luwero (ZAABTA)	16	16	64	2,4
Kamwenge (MRFA)	40	48	192	7,2
Kyenjojo (KYADA)	30	31	124,8	4,6
Tororo (TMATA)	6	6	21	1,0
Kamuli (KAIDA)	16	18	73,6	2,7
Ibanda	12	12,4	49,6	1,8
Kaliro	40	47	177	7,0
Nebbi	20	12	48	1,8
TOTAL	250	271,4	1 057,6	40,7

Publications et vidéos de SG 2000

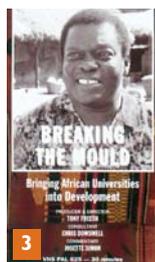
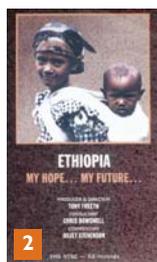
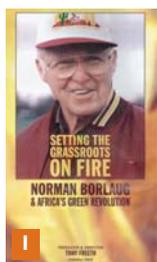
Pour obtenir des exemplaires, veuillez contacter Raitt Orr & Associates Ltd à Londres.

Publications



1. Optimisation des systèmes post-récolte – Promotion du développement agroindustriel en Afrique
2. Rapport annuel de la SAA 2003-2004
3. Rapport annuel de la SAA 2005-2006
4. Rapport à l'occasion du 20e anniversaire de l'Association Sasakawa pour l'Afrique.

Vidéos



1. Mettre le feu à la base – Norman Borlaug et la révolution verte en Afrique (1999)
2. L'Ethiopie, Mon Espoir... Mon Avenir... – La « révolution verte » en Ethiopie (1998)
3. Briser le moule – La participation des universités africaines à l'effort de développement (1997)

Toutes les vidéos sont disponibles en anglais, en français et en japonais au format PAL, Secam ou NTSC.

Autres vidéos disponibles:

- La promesse du maïs protéique – Un maïs à meilleure teneur nutritive pour s'attaquer à la malnutrition dans les pays dépendants du maïs (1997)
- Faire face à l'avenir – Le programme SG 2000 pour le développement agricole en Afrique (1996)
- Le potentiel ne se mange pas – Briser le cycle de la pauvreté en Afrique (1996).

Pour toute information complémentaire, veuillez contacter :

Japon

Masaaki Miyamoto, Secretary General,
Michio Ito, Senior Programme Officer
SAA, 4th Floor, The Nippon Foundation
Building 1-2-2, Akasaka, Minato-ku
Tokyo 107-0052
Tél 81 3 6229 5460
Fax 81 3 6229 5464
Courriel miyamoto@spf.or.jp
ito@spf.or.jp
saa@spf.or.jp

Kenya

Tiff Harris, Advisor,
Strategic Planning and Communications
14 Ruaka Road, Runda Estate
PO Box 63102 - 00619, Nairobi
Tél 254 20 202 0531
Fax 254 0 7225 21207
Courriel t.harris@cgiar.org

Mexique

Norman Borlaug, Président de la SAA
Chris Dowswell,
Directeur de programme de la SAA
CIMMYT, Apdo.
Postal 6-641, Delegacion Cuauhtemoc
CP 06600 Mexico DF
Tél 52 55 5 804 2004
Fax 52 55 5 804 7558/9
Courriel cdowswell@cgiar.org

Suisse

Jean F. Freymond
Director, D@G – Geneva Dialogues
President, Network for Governance,
Entrepreneurship & Development (GE&D)
c/o BHF, International Environment House
7-9 Chemin de Balaxert
1219 Châtelaine (Geneva)
Tél 41 79 256 5360
Fax 41 22 776 0142
Courriel jeanfreymond@d-geneva.com

Royaume-Uni

Patrick Orr, Information Consultant
Raitt Orr & Associates Ltd
2 Vincent Street
London SW1P 4LD
Tél 44 (0)20 7630 9778
Fax 44 (0)20 7630 5067
Courriel patrick@raittorr.co.uk

Etats-Unis

P. Craig Withers, Jr
Director of Program Support
Global 2000 of The Carter Center
One Copenhill, 453 Freedom Parkway
Atlanta, Georgia 30307
Tél 1 404 420 3830
Fax 1 404 874 5515
Courriel cwithers@emory.edu

SAFE

Ethiopie

Deola Naibakelao, Director
Gurd Sholla,
Daminarof Building, 4th Floor
Bole Sub-City, Kebele 13
PO Box 24135, Code 1000
Addis Ababa, Ethiopie
Tél 251 11 6477664
Fax 251 11 6477666
Courriel N.Deola@vip.cgnnet.com

Malawi

Dr Jeff Mutimba, SAFE Co-ordinator
Department of Extension
Bunda College of Agriculture
PP Box 219, Lilongwe, Malawi
Tél 265 9425 077
Courriel jeffmutimba@africa-online.net

Programmes régionaux de la SAA

Secteur agroindustriel

Toshiro Mado, Director
Courriel tmodo@pd5.so-net.ne.jp

Riz

Tareke Berhe, Director
Courriel T.Berhe@cgnnet.com

SSAA Ethiopie

Gurd Sholla,
Daminarof Building, 4th Floor,
Bole Sub-City, Kebele 13
PO Box 24135, Code 1000
Addis Ababa, Ethiopie
Tél 251 11 6477667
Fax 251 11 6477666

QPM/Semences

Wayne Haag, Directeur
QPM/Seed, Sasakawa-Global 2000
Parque Oasis Bloco-B
Avenida Vladimir Lenine, 3071
CP 4247, Maputo, Mozambique
Tél 258 1 414493
Fax 258 1 416182
Courriel w.haag-t@cgnnet.com

Programmes nationaux SG 2000

Ethiopie

Dr Aberra Debelo,
Coordonnateur de projet,
Sasakawa-Global 2000
Ministry of Agriculture
Agricultural Extension Department
PO Box 12771
Addis Ababa, Ethiopie
Tél 251 11 5525809/10
Fax 251 11 5528507
Courriel ADSG2000@ethionet.et

Mali

Marcel Galiba, Directeur national
Sasakawa-Global 2000
Kanu-Magnambougou
Rue 6885, BP E3541, Bamako
Tél /Fax 223 220 5834
Courriel m.galiba@vip.cgnnet.com

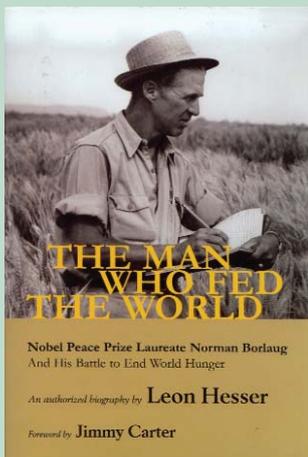
Nigéria

Ahmed Falaki,
Coordonnateur de projet
Sasakawa-Global 2000
KNARDA Building, Hadejia Road
PO Box 5192, Kano
Tél 234 64 645369
Fax 234 64 649224
Courriel sg2kano@ecnx.net
amfalaks@yahoo.com

Ouganda

Abu-Michael Foster, Directeur national
Emmanuel Kayaayo,
Coordonnateur de projet
Sasakawa-Global 2000
Plot 15A Clement Hill Road
Ruth Towers, Nakasero
PO Box 6987, Kampala
Tél 256 41 434549
256 31 2261180
Fax 256 31 2264180
Courriel amfoster@vip.cgnnet.com
sguganda@starcom.co.ug
Kayaayo@yahoo.co.uk

Ou visitez le site Web de la SAA
www.saa-tokyo.org



The Man Who Fed the World
(L'homme qui nourrit le monde),
nul n'aurait pu choisir le meilleur
titre pour cette biographie.
Mon ami, Norman Borlaug, a
effectivement fait plus que
quiconque pour lutter contre la
faim dans le monde. . .

Ancien président des
Etats-Unis d'Amérique
Jimmy Carter

Pour vous procurer cet ouvrage,
allez sur le site
www.amazon.co.uk

Nourrir l'avenir est publié pour la SAA par Raitt Orr & Associates Ltd, Londres SW1 et réalisé par B-Creative.